

SOCFIN

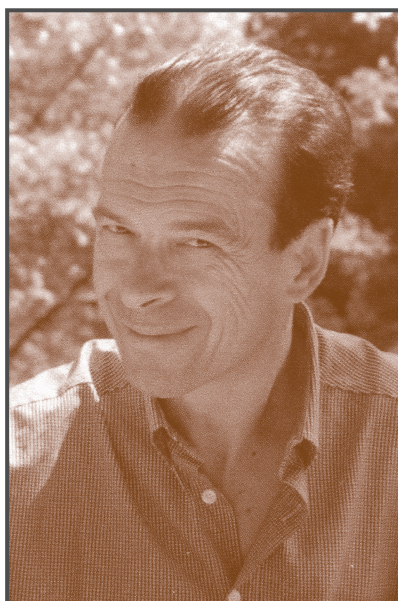
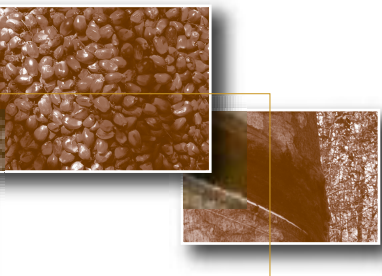
SOCIETE FINANCIERE DES CAOUTCHOUCS « SOCFIN »

(Anciennement Socfinal)

SOCIETE ANONYME

**RAPPORT ANNUEL
2011**





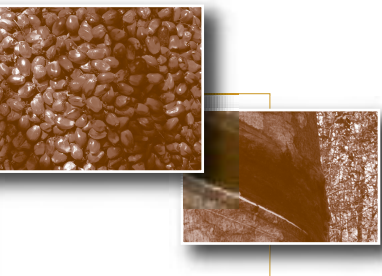
Le Conseil a pris connaissance et déplore le décès de
Monsieur Robert de Theux.

Le Président tient à souligner combien les conseils judicieux,
l'apport précieux et la présence humaine de
Monsieur de Theux ont toujours été appréciés
et seront regrettés.



Sommaire

Portrait du Groupe	6
1. Présentation du Groupe	6
2. Historique	6
3. Structure du Groupe	7
4. Renseignements sur les participations de Socfin	8
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	12
1. Caoutchouc	12
2. Huiles végétales	14
Environnement et responsabilité sociale	16
Chiffres clés	17
1. Indicateurs d'activités	17
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	18
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	18
Données boursières	19
Faits marquants de l'exercice	19
Gouvernance d'entreprise	20
1. Introduction	20
2. Conseil d'Administration	20
3. Les Comités du Conseil d'Administration	23
3.1. Comité d'Audit	23
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	23
4. Rémunérations	23
5. Notification de l'actionnariat	24
6. Calendrier financier	25
7. Audit externe	25
8. Autres informations	25
Déclaration de conformité	26
Rapport de gestion consolidé	27
Rapport d'audit consolidé	30
Etats financiers consolidés	32
1. Etat de la situation financière consolidée au 31 décembre	32
2. Compte de résultat consolidé au 31 décembre	34
3. Etat du résultat étendu consolidé au 31 décembre	35
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre	36
5. Tableau de variation des capitaux propres	37
6. Annexe aux états financiers consolidés	38
Note 1. Généralités et méthodes comptables	38
Note 2. Filiales et entreprises associées	50
Note 3. Acquisitions d'activités	53
Note 4. Ecart d'acquisition	53
Note 5. Immobilisations incorporelles	54
Note 6. Immobilisations corporelles	55
Note 7. Immeubles de placement	56
Note 8. Actifs biologiques	57
Note 9. Titres disponibles à la vente	59
Note 10. Avances à long terme	59



Note 11. Impôts différés	59
Note 12. Autres actifs non-courants	60
Note 13. Stocks	61
Note 14. Créances commerciales (actif courant)	62
Note 15. Autres créances (actif courant)	62
Note 16. Actifs et passifs d'impôts exigibles	62
Note 17. Trésorerie et équivalents de trésorerie	63
Note 18. Activités destinées à être cédées	63
Note 19. Capital et prime d'émission	63
Note 20. Réserve légale	64
Note 21. Engagements de retraites	64
Note 22. Dettes financières	66
Note 23. Provisions	69
Note 24. Autres dettes	69
Note 25. Instruments financiers	70
Note 26. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	72
Note 27. Dotations aux amortissements	72
Note 28. Dépréciations d'actifs	72
Note 29. Produits provenant de titres disponibles à la vente	72
Note 30. Autres produits financiers	73
Note 31. Charges financières	73
Note 32. Charge d'impôts	74
Note 33. Résultat net par action	76
Note 34. Révision du tableau de financement au 31 décembre 2010	76
Note 35. Dividendes et tantièmes	77
Note 36. Informations relatives aux parties liées	77
Note 37. Engagements hors bilan	78
Note 38. Actifs et passifs éventuels	79
Note 39. Concessions de terrains agricoles	79
Note 40. Information sectorielle	79
Note 41. Gestion des risques	83
Note 42. Environnement politique et économique	85
Note 43. Evénements postérieurs à la date de clôture	85
Note 44. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé	85
Rapport de gestion social	86
Rapport d'audit social	92
Etats financiers sociaux	94
1. Bilan au 31 décembre 2011	94
2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2011	96
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2011	97



Portrait du Groupe

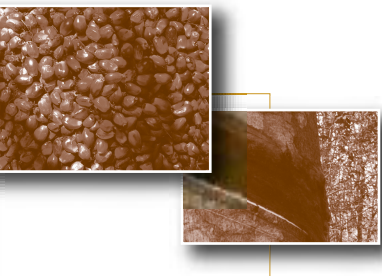
1. Présentation du Groupe

Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » (anciennement Société Financière Luxembourgeoise, en abrégé « Socfinal ») est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 5 décembre 1959 et est cotée en Bourse de Luxembourg.

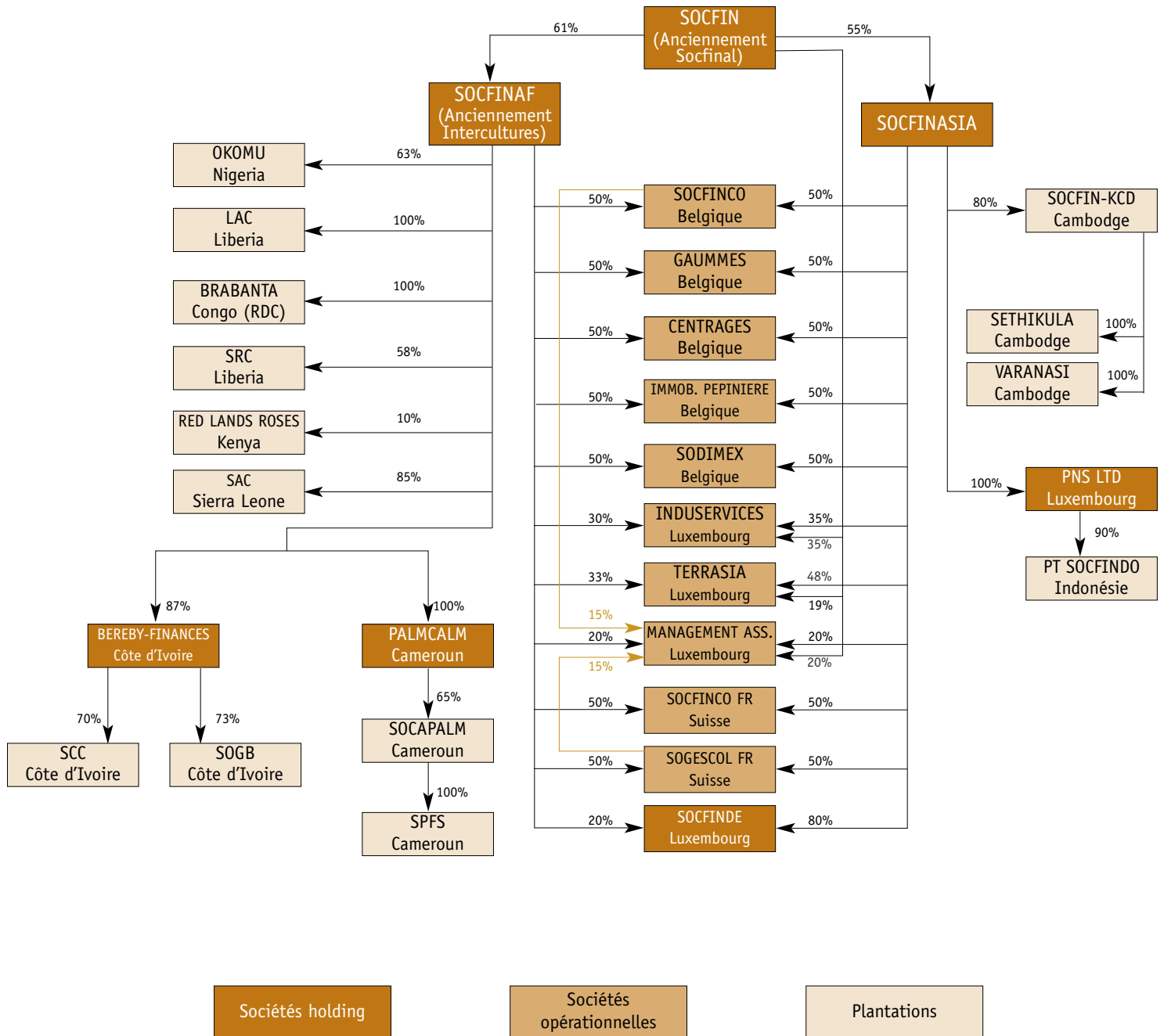
L'activité principale de Socfin consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plus de 144.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Afrique et en Asie du Sud-Est. Socfin emploie plus de 23.000 personnes et a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires consolidé de 659 millions d'euros.

2. Historique

- 05/12/1959 Constitution de la Société Financière Luxembourgeoise, en abrégé « Socfinal » sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- 09/06/1960 Les titres Socfinal ont été admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- 31/12/1960 Depuis sa constitution, Socfinal a investi, entre autre, dans : Société Financière des Caoutchoucs « Socfin » S.A. (Belgique) ; Plantations Nord-Sumatra (Belgique) ; Selangor Plantations Company Berhad (Malaisie) ; Sennah Rubber Company Ltd (Angleterre) et différentes sociétés de cultures équatoriales congolaises.
- 31/12/1965 Le portefeuille affiche de nouveaux investissements en Indonésie : Société de Cultures Asahan S.A. ; Société de Cultures Batangara S.A. ; Huileries de Deli S.A. et Société de Cultures Sungei Liput S.A.
- 31/12/1971 Socfinal investit dans la Compagnie Internationale de Cultures « Intercultures » S.A., société luxembourgeoise cotée en Bourse de Luxembourg ; Socfin Industrial Development « Socfinde » S.A. (Luxembourg) et dans la Compagnie du Cambodge (France).
- 31/12/1972 Socfinal participe à la constitution de Socfinasia S.A. (Luxembourg) en échange des actions des sociétés indonésiennes Asahan, Batangara, Huileries de Deli et Sungei Liput. Socfinasia S.A. sera cotée en Bourse de Luxembourg en 1973.
- 31/12/1975 Sortie des titres Socfin (Belgique) du portefeuille.
- 31/12/1980 Acquisition d'actions Selangor Holding S.A., société luxembourgeoise cotée en Bourse de Luxembourg.
- 31/12/1994 Socfinal investit à hauteur de 60% dans le capital de la SOGB (Côte d'Ivoire) suite à la privatisation de cette plantation ivoirienne. Cette participation sera cédée à Intercultures.
- 31/12/1999 Vente des participations Selangor Holding et Plantations Nord-Sumatra S.A.
- 31/12/2000 Cession des actions Sennah Rubber Company Limited suite à l'OPA/OPE sur ces titres.
- 15/11/2006 Suite à la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off), Socfinal détient maintenant directement d'un côté Socfinasia S.A. (Asie) et de l'autre Intercultures (Afrique).
- 30/06/2007 Socfinal a renforcé son investissement en Intercultures pour atteindre 53,89% du capital.
- 31/03/2008 Souscription à l'augmentation de Brabanta (RDC).
- 30/06/2008 Constitution de Management Associates (Luxembourg).
- 31/12/2010 Socfinal détient 54,74% du capital de Socfinasia et 60,77% du capital de Socfinal (anciennement Intercultures).
- 10/01/2011 Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et le changement de la dénomination en Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin.
- 01/07/2011 Division des actions par 20.



3. Structure du Groupe





4. Renseignements sur les participations de Socfin

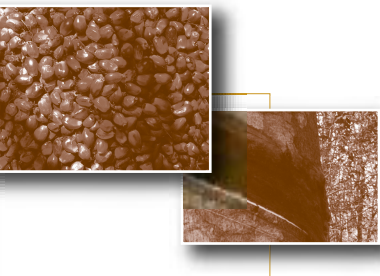
PORTEFEUILLE	Nombre de titres	% direct
1) Titres cotés		
Luxembourg		
Socfinasia S.A.	10.974.660	54,74%
Socfinaf S.A.	9.953.900	60,77%
2) Titres non cotés		
Luxembourg		
Terrasia S.A.	1.891	18,91%
Induservices S.A.	3.500	35,00%
Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A.	1	0,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
République Démocratique du Congo (RDC)		
Brabanta S.P.R.L.	10	0,20%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfin détient une participation.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la société.



SOCFINASIA Société Anonyme

SOCFINASIA S.A. est une société holding luxembourgeoise qui détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de production de caoutchouc et de l'huile de palme.

Capital : EUR 25.062.500 représenté par 20.050.000 actions sans mention de valeur.

Le bénéfice de l'exercice clôturé au 31 décembre 2011 s'élève à EUR 68.223.502. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai prochain, la mise en paiement d'un solde de dividende de EUR 1,50 par action. Pour rappel EUR 1 a déjà été versé fin 2011 au titre d'acompte sur l'exercice 2011.

Chiffres Clés (en milliers d'euros)

Au 31 décembre

	2011	2010
Actifs immobilisés	281.606	275.511
Autres actifs	75.465	52.170
Capitaux propres (1)	349.431	314.624
Dettes, provisions et tiers	7.641	13.057
Résultat de l'exercice	68.223	68.252
Résultat distribué	55.694	55.694
Cours de bourse (en euro)	24,10	29,90 (2)
Dividende unitaire brut (en euro)	2,50	2,50 (2)
Dividende/Capitalisation boursière (en %)	10,37	8,36
Participation de Socfin (en %)	54,74	54,74

(1) avant affectation du dividende final mais sous déduction de l'acompte.

(2) après division du titre par 20.



SOCFINAF Société Anonyme (Anciennement Intercultures)

SOCFINAF S.A. est une société holding luxembourgeoise qui détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale, pour l'essentiel dans les secteurs de production de caoutchouc et de l'huile de palme.

Capital : EUR 32.760.000 représenté par 16.380.000 actions sans mention de valeur.

L'exercice se clôture au 31 décembre 2011 par un profit de EUR 16.839.097. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai prochain, la mise en paiement d'un solde de dividende de EUR 0,20 par action. Pour rappel, EUR 0,30 a déjà été versé en octobre 2011 au titre d'acompte sur l'exercice 2011.

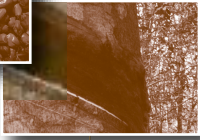
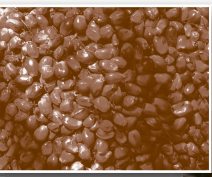
Chiffres Clés (en milliers d'euros)

Au 31 décembre

	2011	2010
Actifs immobilisés	150.424	108.999
Autres actifs	6.633	27.204
Capitaux propres (1)	135.647	135.188
Dettes, provisions et tiers	21.410	1.015
Résultat de l'exercice	16.839	39.942
Résultat distribué	9.100	21.840
Cours de bourse (en euro)	19,00	23,00 (2)
Dividende unitaire brut (en euro)	0,50	1,20 (2)
Dividende/Capitalisation boursière (en %)	2,63	5,22
Participation de Socfin (en %)	60,77	60,77

(1) avant affectation du dividende final mais sous déduction de l'acompte.

(2) après division du titre par 10.





Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

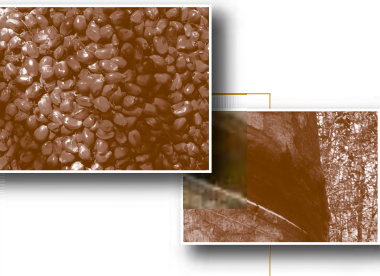


Tableau de l'offre et de la demande mondiales de caoutchouc naturel
(en milliers de tonnes – Source LMC – Janvier 2012)

	2011(*)	2010	2009	2008	2007
Production	10.650	10.013	9.291	9.609	9.765
Consommation	10.608	10.207	9.224	9.836	9.827
Variation stocks	42	-194	67	-227	-62
Total stock en fin de période	1.366	1.324	1.517	1.450	1.677

(*) Estimation.

LMC : Landell Mills Commodities.



Le marché international en 2011

L'évolution des cours du caoutchouc naturel en 2011 s'est caractérisée par des niveaux de prix record ainsi qu'une forte volatilité. Le TSR20 1^{re} position sur SGX/SICOM a démarré l'année à 5.000 USD/tonne. Après avoir atteint à la mi-février un plus haut historique à 5.750 USD/tonne, les cours ont progressivement baissé et clôturé l'année à 3.270 USD/tonne.

La moyenne de cours sur le 1^{er} semestre s'élève à 4.962 USD/tonne.

La moyenne de cours sur le 2^{ème} semestre s'élève à 4.076 USD/tonne.

La moyenne des cours sur 2011 s'établit à 4.519 USD/tonne, contre 3.380 USD/tonne en 2010, soit une progression de près de 34% par rapport à l'année précédente.

Le début d'année a été marqué d'une part par une spéculation importante et d'autre part par une offre limitée suite aux fortes pluies provoquées par la Niña dans le sud-est asiatique et à la période d'hivernage dans l'ensemble des pays producteurs.

La demande quant à elle est restée soutenue, grâce notamment à la bonne santé du secteur automobile mondial et plus particulièrement chinois et indien.

Le tsunami au Japon, les craintes d'un ralentissement de l'économie chinoise suite à une politique monétaire plus restrictive ainsi que des meilleures disponibilités des principaux pays producteurs en sortie d'hivernage ont eu, à partir du mois de mars, un effet baissier sur le marché. Les cours du TSR20 se sont ensuite stabilisés aux alentours des 4.500/4.600 USD/tonne à partir du mois de mai et ce jusqu'au mois d'août.

A partir du mois de septembre, sur fond de crise économique mondiale, les cours ont fortement baissé pour se stabiliser dans la zone de 3.200/3.300 USD/tonne au courant du mois de décembre.

Perspectives du marché international en 2012

Toute prédiction pour 2012 reste très aléatoire tant les incertitudes quant à l'évolution de l'économie mondiale sont grandes.

Le TSR20 a démarré l'année à 3.293 USD/tonne et a clôturé au 29 février à 3.800 USD/tonne, soit une progression de 15% en 2 mois. Cette reprise des cours est principalement liée à l'entrée dans la période d'hivernage et l'annonce faite par le gouvernement thaïlandais d'un programme d'achat de 200.000 tonnes de caoutchouc naturel aux petits planteurs afin de soutenir les prix.

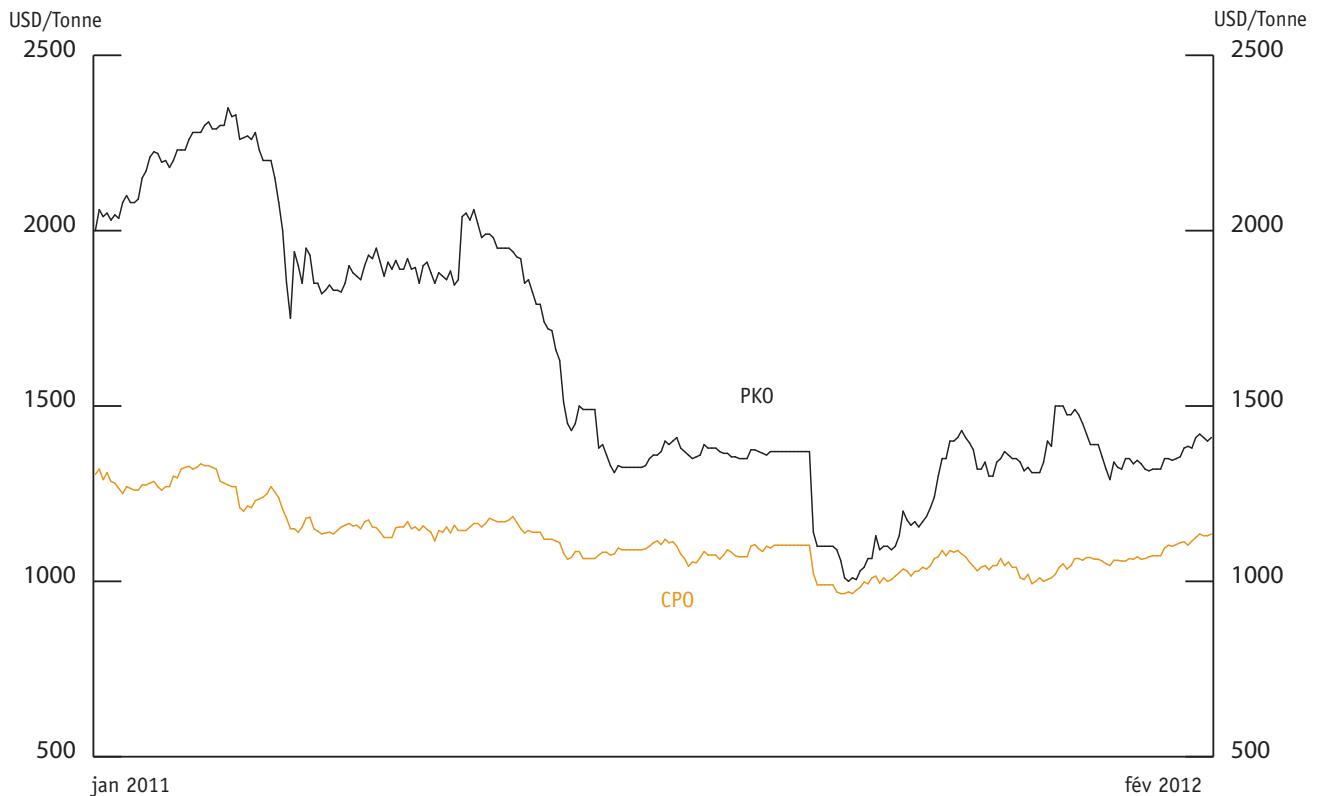
Du côté des fondamentaux, l'IRSG, dans ses dernières prévisions, table désormais sur un léger déficit de production pour 2012.

Le marché du caoutchouc naturel demeurera probablement volatile et fluctuera en fonction de l'évolution de nombreux facteurs difficilement maîtrisables tels que le climat, les cours du pétrole et l'action des fonds spéculatifs. Les inquiétudes des investisseurs quant aux problèmes d'endettement des pays de part et d'autre de l'Atlantique, le ralentissement possible de l'économie mondiale (et chinoise) et la multiplication des plans d'austérité influenceront également l'évolution des cours du caoutchouc naturel.



2. Huiles végétales

Huiles végétales CIF Rotterdam USD/Tonne



Le marché international en 2011

Les cours de l'huile de palme ont également été très soutenus en 2011. La moyenne annuelle des cours du CPO Cif Rotterdam s'établit à un niveau de 1.125 USD/tonne, contre 901 USD/tonne en 2010. Les cours du PKO Cif Rotterdam ont quant à eux atteint une moyenne annuelle de 1.648 USD/tonne contre 1.184 USD/tonne en 2010.

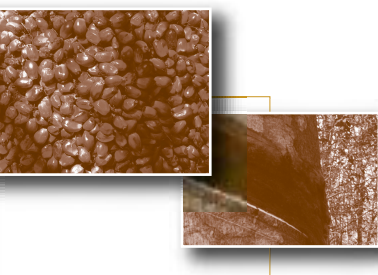
Les productions d'huile de palme en Indonésie et Malaisie, les deux plus grands producteurs mondiaux ont été impactées fin 2010, début 2011 par les fortes pluies provoquées par la Niña. A cette période, les cours de l'huile de palme ont atteint des niveaux de prix historiquement élevés avec une moyenne des cours pour le CPO Cif Rotterdam aux alentours des 1.250 USD/tonne au 1er trimestre.

La hausse des prix durant les 3 premiers mois de l'année a entraîné une baisse de la demande. Les cours ont donc logiquement subi une correction à partir du mois de mars pour suivre une tendance légèrement baissière durant les 2ème et 3ème trimestres.

La moyenne des cours du CPO Cif Rotterdam s'élève à 1.147 USD/tonne au 2ème trimestre et 1.079 USD/tonne au 3ème trimestre.

A partir du mois de septembre, l'incertitude quant à l'évolution de l'économie mondiale a eu un impact négatif sur l'ensemble des matières premières. La baisse des cours de l'huile de palme a cependant été limitée suite aux conditions climatiques défavorables au développement des récoltes de soja aux Etats-Unis puis en Amérique du Sud. La moyenne des cours du CPO Cif Rotterdam pour le 4ème trimestre s'élève à 1.025 USD/tonne.

Les cours du CPO Cif Rotterdam ont clôturé l'année aux alentours de 1.045 USD/tonne.



Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source Oil World)

	2020 (est.)	2012 (est.)	2011	2010	2009	2008	2000	1995
Indonésie	41,0	25,4	23,9	22,1	21,0	19,4	7,1	4,2
Malaisie	24,0	19,2	18,9	17,0	17,6	17,7	10,8	7,8
Autres	13,0	7,7	7,4	6,8	6,7	6,5	4,1	3,2
Total	78,0	52,3	50,2	45,9	45,3	43,6	22,0	15,2

Productions mondiales des principales huiles en millions de tonnes

(source Oil World)

	Oct 2011 à sept 2012 (est.)	2011	2010	2009	2008
Palme	51,6	50,2	45,9	45,3	43,6
Soja	42,2	41,5	40,2	36,1	36,8
Colza	23,7	23,6	24,0	21,7	20,0
Tournesol	14,5	13,1	12,5	13,0	10,9
Coton	5,2	4,9	4,6	4,7	5,0
Arachide	4,0	4,1	4,2	4,2	4,2
Palmiste	5,9	5,6	5,2	5,2	5,0
Coprah	3,3	3,0	3,6	3,3	3,2
Total	150,4	146,0	140,2	133,5	128,7

Perspectives du marché international en 2012

Un climat trop sec dans plusieurs régions d'Amérique du Sud impactant les récoltes de soja, combiné à la période de basse production en huile de palme en Malaisie/Indonésie, ont permis aux cours de se maintenir à des niveaux élevés en ce début d'année.

Selon Oil World, l'augmentation des productions mondiales d'huile de palme devrait se situer aux alentours des 2,2 millions de tonnes en 2012 contre une hausse historique d'environ 4,5 millions de tonnes en 2011. Par ailleurs, les productions de fèves de soja pour la récolte 2011/2012 pourraient être en baisse d'environ 20 millions de tonnes par rapport à la récolte précédente.

Il est dès lors fort probable que l'augmentation de la demande mondiale en huiles végétales dépasse l'augmentation de l'offre mondiale en 2012.

Sauf accident majeur (ex : effondrement de la zone Euro), on peut supposer que les cours de l'huile de palme devraient se maintenir à des niveaux élevés en 2012, et plus particulièrement durant le 1^{er} semestre.



Environnement et responsabilité sociale

En novembre 2010, le Groupe Socfin a mis sur pied un Département spécifique pour traiter les questions environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité liées à ses activités agro-industrielles.

Conformément à son plan initial, les experts du Département ont réalisé en 2011 les premiers audits internes (gap analysis) des plantations de la Socapalm, d'Okomu (Nigeria) et de la SOGB (Côte d'Ivoire) et établi des plans d'actions annuels pour chaque entité.

Ces audits initiaux seront suivis d'audits annuels pour évaluer l'évolution des pratiques sur le terrain afin de garantir l'amélioration continue des performances. L'objectif final reste l'obtention de certifications (RSPO, ISO 14001⁽¹⁾, OHSAS 18001⁽²⁾, SA 8000⁽³⁾) pour tous les projets.

A ce titre, la Socapalm a contracté un consultant local pour l'accompagner dans sa certification ISO14001 et Okomu s'investit dans l'interprétation nationale des Principes et Critères RSPO au Nigeria.

PT Socfindo (Indonésie) est déjà certifiée ISO14001 pour la totalité de ses plantations (palmiers à huile et caoutchouc) et est certifiée RSPO, depuis fin 2011, pour ses plantations de Bangun Bandar et Tanah Gambus, soit un total de plus de 6.500 ha. La certification RSPO est toujours en cours pour les autres plantations indonésiennes et devrait être terminée pour fin 2013.

Le Département a apporté un support technique aux sites agro-industriels, notamment en produisant des procédures-cadre en matière de stockage des produits chimiques et de gestion des déchets. Ces procédures-cadre sont ensuite transposées dans les systèmes de gestion locaux.

L'expertise du Département a été sollicitée pour améliorer les études d'impact et les plans de gestion environnementale et sociale, réalisés par des bureaux locaux, et les amener au niveau des exigences qualitatives des bailleurs de fonds internationaux, notamment à Brabanta (RDC), SAC (Sierra Leone) et à SRC (Liberia).

Le Département assure la coordination des projets sociaux (construction de centres médicaux et écoles) à mettre en œuvre au sein de la Socapalm, SPFS, Okomu, SOGB, Brabanta, LAC et SRC, avec un cofinancement de la DEG, banque de développement allemande.

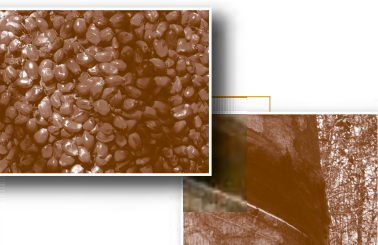
Le plan d'action 2012 du Département comprend :

- les audits internes (gap analysis) des plantations non encore primo-auditées : SAC, SRC, LAC, SCC (Côte d'Ivoire) et Brabanta ;
- les audits annuels (progress report) de la Socapalm, Okomu et SOGB ;
- le suivi des sous-traitants en charge des études d'impact environnemental et social des nouveaux projets au Congo RDC et au Ghana ;
- le suivi des groupes de travail sur les interprétations nationales des Principes et Critères RSPO, notamment au Nigeria ;
- le suivi des performances des infrastructures environnementales, comme la centrale hydroélectrique de LAC, l'usine à compost de Socfindo ou les systèmes de lagunage ;
- le suivi des projets public-privé (DEG) à connotation sociale ;
- le support technique et la rédaction de procédures ad hoc.

⁽¹⁾ Environnement.

⁽²⁾ Health & Safety.

⁽³⁾ Social Accountability.



Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies

(en hectares)

Au 31 décembre 2011

Immatures (par année de planting)

	Hévéa	Palmier
2011	3.737	5.463
2010	4.136	5.558
2009	4.166	1.963
2008	2.219	746
2007	2.262	-
2006	2.400	-
2005	1.121	-
2004	419	-
Total	20.460	13.730

Jeunes	(de 8 à 11 ans)	9.273	(de 4 à 7 ans)	11.176
Matures	(de 12 à 22 ans)	7.157	(de 8 à 18 ans)	35.077
Vieux	(plus de 22 ans)	17.724	(plus de 18 ans)	29.531
Total		54.614		89.514

Superficies

(en hectares)

	2011	2010	2009	2008	2007
Palmier	89.514	86.522	82.311	81.444	81.389
Hévéa	54.614	53.902	51.336	46.071	44.923
Total	144.128	140.424	133.647	127.515	126.312

Production

Huile de palme (en tonnes)

	2011	2010	2009	2008	2007
Production propre	338.896	311.801	327.456	325.461	292.355
Achat aux tiers	38.606	35.326	38.018	47.526	50.668

Caoutchouc (en tonnes)

Production propre	51.202	52.596	50.269	45.702	48.867
Achat aux tiers	39.800	39.056	36.242	33.259	24.977

Semences (en milliers)

Production propre	37.881	29.963	29.420	41.551	37.046
-------------------	--------	--------	--------	--------	--------



Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)

	2011	2010	2009	2008	2007
Palmier	282,6	237,9	206,9	248,1	186,5
Hévéa	292,3	216,3	94,4	130,7	107,6
Autres produits agricoles	26,9	20,1	14,4	32,6	21,1
Activités commerciales	39,3	25,0	23,1	-	-
Autres	18,2	9,5	10,1	16,4	20,8
Total	659,3	508,8	348,9	427,8	336,0

Personnel

	2011	2010	2009	2008	2007
Effectifs moyens	23.616	23.098	24.400	25.515	24.864

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)

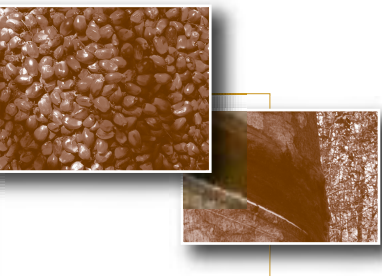
	2011	2010	2009	2008	2007
Chiffre d'affaires	659	509	349	428	336
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	256	175	84	156	100
Résultat opérationnel « Part du Groupe » dans le résultat	187	125	72	95	43
Cash-flow opérationnel	242	166	42	145	140
Cash-flow libre	129	144	-11	101	82

Cash-flow libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(en millions d'euros)

	2011	2010	2009	2008	2007
Actifs biologiques	1.344	950	722	630	485
Autres actifs non-courants	231	208	192	191	169
Actifs courants	413	299	235	272	210
Capitaux propres totaux	1.463	1.102	867	762	577
Passifs non-courants	357	243	204	231	188
Passifs courants	171	114	101	103	107



Données boursières

<i>(en euros)</i>	2011	2010	2009	2008	2007
Nombre d'actions	14.240.000	712.000	712.000	712.000	712.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	715.626.214	528.326.958	402.121.663	354.407.105	262.680.785
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe » (*)	13,16	8,81	5,07	6,71	3,04
Dividende par action (*)	2,00	1,20	0,90	0,85	0,55
Cours de bourse					
mini (*)	26,00	19,00	11,90	12,90	13,25
maxi (*)	32,75	32,50	22,50	24,00	22,50
clôture (*)	27,50	30,75	19,00	13,70	19,70
Capitalisation boursière	391.600.000	437.880.000	270.560.000	195.088.000	280.528.000
Dividendes distribués/ bénéfice net consolidé	15,20%	13,62%	17,73%	12,68%	18,07%
Dividendes/capitalisation boursière	7,27%	3,90%	4,74%	6,20%	2,79%
Cours de bourse/bénéfice par action	2,09	3,49	3,74	2,04	6,47

(*) Après division des titres par 20.

Faits marquants de l'exercice

- Janvier 2011 Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et le changement de la dénomination en « Société Financière des caoutchoucs, en abrégé Socfin ».
- Mai 2011 Achat des actions Okomu Oil Palm Company (détenues par la DEG).
- Juin 2011 Division des actions par 20.



Gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfin a choisi d'apporter une importance toute particulière aux dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à respecter ces principes et à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

<i>Nom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Première nomination</i>	<i>Echéance du mandat</i>
M. Hubert Fabri	Président	AGO 1981	AGO 2016
M. Vincent Bolloré	Administrateur	AGE 1990	AGO 2013
Bolloré Participations S.A. représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Administrateur	AGO 1997	AGO 2015
PF Representation Limited représentée par M. Edouard de Ribes	Administrateur	AGO 1998	AGO 2014
M. Philippe de Taux de Wardin	Administrateur	AGO 1998	AGO 2012

Le mandat de Monsieur Philippe de Taux de Wardin, Administrateur sortant, vient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2012. Il sera proposé à ladite Assemblée de procéder au renouvellement de son mandat.

Suite au décès de Monsieur Robert de Theux, il sera proposé de ne pas pourvoir à son remplacement.

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

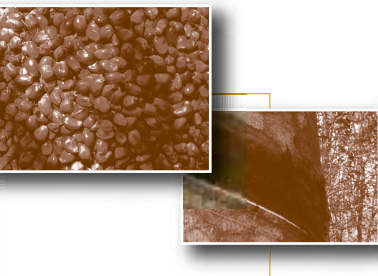
Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A. ;
- Vice-Président et Administrateur de Plantations des Terres Rouges S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Cy, SAFA Cameroun, Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de PF Representation au Conseil de Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».



Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Plantations des Terres Rouges S.A., Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Havas ;
- Vice-Président de Generali et de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Generali, Havas, Mediobanca et Natixis ;
- Membre du Conseil de surveillance de Natixis ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA », de la Compagnie des Tramways de Rouen, de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Bolloré Participations S.A.

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA », Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».

PF Representation Limited

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Plantations des Terres Rouges S.A., Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».

Philippe de Taux de Wardin

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.



Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Cy, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs, les Administrateurs restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

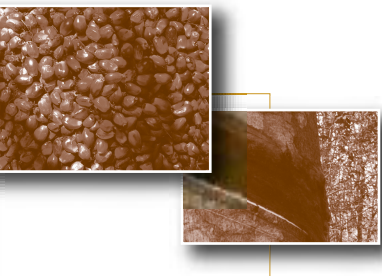
Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2011, le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2011 : 86,66%
- 2010 : 75,00%
- 2009 : 90,91%
- 2008 : 91,84%
- 2007 : 66,66%



3. Les Comités du Conseil d'Administration

3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se termine lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2012. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 25 mars 2009, a nommé Messieurs H. Fabri et V. Bolloré aux fins d'animer ce Comité.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la direction opérationnelle de Socfin sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même, pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

4. Rémunérations

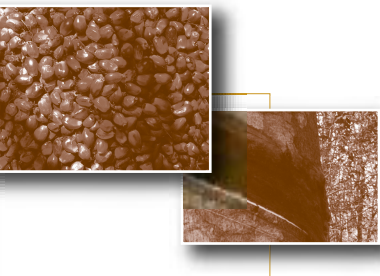
Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfin au titre de l'exercice 2011 s'élève à EUR 14.002.130 et pour l'exercice 2010 à EUR 16.372.024.

Les administrateurs de Socfin n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en action, stock-options.

5. Notification de l'actionnariat

<i>Actionnaire</i>	<i>Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote (*)</i>	<i>Pourcentage détenu</i>	<i>Date de la notification</i>
Afico S.A. L-1650 Luxembourg	80.991	11,38	20/12/1999
Palmeraies de Mopoli S.A. B-1050 Bruxelles	32.000	4,49	20/12/1999
Twosun Fin. Establishment CH-1201 Genève	80.000	11,24	20/12/1999
Geselfina S.A. FL-9490 Vaduz	164.125	23,05	20/12/1999
<hr/>			
Bolloré Participations S.A. F-29500 Ergué Gaberic	50	0,007	10/03/2008
Bolloré F-29500 Ergué Gaberic	120.338	16,901	10/03/2008
Compagnie du Cambodge F-92800 Puteaux	82.111	11,532	10/03/2008
Technifin CH-1705 Fribourg	56.000	7,865	10/03/2008
Plantations des Terres Rouges L-1724 Luxembourg	13.404	1,883	10/03/2008
Compagnie des Glénans F-29500 Ergué Gaberic	4.000	0,562	10/03/2008
Total Bolloré Participations direct et indirect	275.903	38,750	

(*) Toutes les notifications déposées avant le 1^{er} juillet 2011, date effective de la division des actions par 20, se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 712.000.



6. Calendrier financier

30 mai 2012	Assemblée Générale Ordinaire à 12h
13 juin 2012	Paiement du solde de dividende de l'exercice 2011 (coupon n° 62)
Fin août 2012	Résultats semestriels consolidés au 30 juin 2012
Mi-septembre 2012	Résultats semestriels sociaux au 30 juin 2012
Mi-novembre 2012	Déclaration intermédiaire de la direction du 3ème trimestre 2012
Fin mars 2013	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2012
Fin avril 2013	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2012
Mi-mai 2013	Déclaration intermédiaire de la direction du 1 ^{er} trimestre 2013
29 mai 2013	Assemblée Générale Ordinaire à 12h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « Avis officiels » et sur le site de la Société www.socfin.com.

7. Audit externe

Réviseur d'Entreprises agréé

Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable « CLERC »
1 rue Pletzer
L-8080 Bertrange.

Les honoraires pour l'audit de l'exercice 2011 s'élèvent à EUR 44.462 hors TVA.

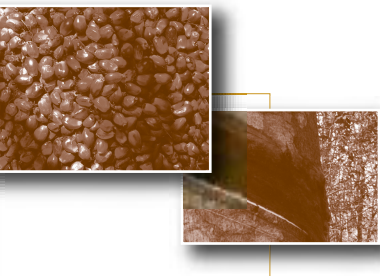
8. Autres informations

En application de l'article 16 de la loi du 16 mai 2006 relative aux abus de marché, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour et les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.



Déclaration de conformité

M. Philippe de Taux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance, les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.



Rapport de gestion consolidé

*Rapport de gestion sur les états financiers consolidés
présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale
Ordinaire des actionnaires du 30 mai 2012.*

Mesdames, Messieurs,

Etats financiers consolidés

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2011 intègrent aux comptes annuels de Socfin toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

En 2011, Socfin a acquis 32,89% de Palmcam S.A. et 6,94% de Okomu à travers sa filiale Socfinaf S.A. Elle a également souscrit aux augmentations de capital de Socfin Kcd via sa filiale Socfinasia S.A. et de Brabanta via sa filiale Socfinaf S.A.

Socfinaf S.A. a souscrit à hauteur de 85% à la constitution de Socfin Agricultural Company (SAC).

Durant le 2ème semestre 2011, Socfinasia S.A. et Socfinaf S.A. ont souscrit à hauteur de 50% chacune à l'augmentation de capital de l'Immobilière de la Pépinière S.A.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfin (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005. Toutes les normes applicables au 31 décembre 2011 concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

L'impact principal des normes IFRS résulte de l'application de la norme IAS 41 ayant trait à l'agriculture et plus précisément à la valorisation à la juste valeur des actifs biologiques. Des explications plus complètes sur les modalités d'application de cette norme au sein du Groupe sont reprises à la rubrique 1.12 de la note 1. D'autre part, comme indiqué à la rubrique 1.24 de cette même note, les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs éventuellement revalorisés par application des IFRS et leurs bases fiscales ont donné lieu à la constatation d'impôts différés en utilisant les taux d'impôts adoptés par les filiales concernées à la date de clôture. Il est à souligner que la variation de l'évaluation de l'actif biologique (note 8), ainsi que les impôts différés y relatifs sont comptabilisés en compte de résultat et peuvent de ce fait influencer de manière significative le résultat consolidé du Groupe.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2011, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 187,4 millions d'euros contre 125,4 millions d'euros en 2010. Il en résulte un profit net « Part du Groupe » de 13,16 euros par action contre 8,81 euros en 2010.

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2011 s'élève à 659,3 millions d'euros contre 508,8 millions d'euros en 2010 (+150,5 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte principalement de la hausse des prix (+134,5 millions d'euros). L'activité commerciale hors Groupe (+19 millions d'euros), l'augmentation des quantités vendues (+10,5 millions d'euros) et la dégradation de l'IDR et de l'USD par rapport à l'euro (-15,9 millions d'euros) impactent cette variation de manière moins sensible.

Le résultat opérationnel s'élève à 578,9 millions d'euros contre 323,5 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Il est largement influencé par la variation de la juste valeur des actifs biologiques. Cette variation de la juste valeur s'élève à 322,8



millions d'euros contre 148,9 millions d'euros au 31 décembre 2010. Cette variation est due notamment à la hausse des marges sur 5 ans (+229,6 millions d'euros) et à la baisse des taux d'actualisation (+92,6 millions d'euros).

Conformément aux IFRS et en l'absence de marché liquide, l'évaluation à la juste valeur des actifs biologiques fait appel, à la méthode des cash-flows actualisés. Dans ce modèle, certaines hypothèses sont basées sur des appréciations qui induisent une grande volatilité de la juste valeur. Il en est ainsi tant pour les prix de vente de la production agricole sur les marchés locaux et internationaux que pour les taux d'actualisation.

Le résultat opérationnel avant variation de la juste valeur des actifs biologiques s'élève à 256 millions d'euros contre 174,6 millions d'euros au 31 décembre 2010. Ce résultat donne une meilleure image du résultat opérationnel récurrent du Groupe.

Les charges financières s'établissent à 28,3 millions d'euros contre 41,2 millions d'euros au 31 décembre 2010. Elles sont principalement composées de pertes de change pour un montant de 17,2 millions d'euros et d'écarts de conversion pour un montant de 7,4 millions d'euros. Au 31 décembre 2010, les pertes de change s'élevaient à 18,3 millions d'euros et les pertes sur les ventes à terme de marchandises à 18,2 millions d'euros.

Les autres produits financiers sont en baisse à 20,6 millions d'euros contre 35,6 millions d'euros au 31 décembre 2010 notamment suite à la baisse des gains de change et des écarts de conversion (-9,9 millions d'euros).

La charge d'impôts est en hausse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 60,7 millions d'euros contre 37,7 millions d'euros en 2010. Les impôts différés, quant à eux, s'élèvent à 103,2 millions d'euros contre 32,3 millions d'euros au 31 décembre 2010 principalement en raison de la hausse de la variation de la juste valeur des actifs biologiques.

Etat de la situation financière consolidée

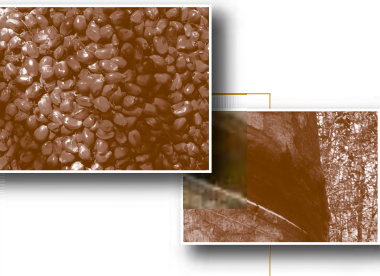
Les actifs de Socfin se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 1.574,9 millions d'euros contre 1.157,6 millions d'euros au 31 décembre 2010, soit une augmentation de 417,3 millions d'euros, principalement en raison de la hausse de la juste valeur des actifs biologiques (+393,7 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 413 millions d'euros contre 299,1 millions d'euros au 31 décembre 2010 (accroissement des stocks et de la trésorerie) ;
- d'actifs destinés à être cédés s'élevant à 2,5 millions d'euros.

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 715,6 millions d'euros contre 528,3 millions d'euros au 31 décembre 2010. Cette amélioration des fonds propres de l'ordre de 187,3 millions d'euros provient pour l'essentiel du résultat de l'exercice (+187,4 millions d'euros), de la variation de la réserve pour écart de conversion (+20,9 millions d'euros) et de l'affectation des résultats (-21,4 millions d'euros, solde 2010 et acompte 2011 inclus).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe » avant distribution du solde du dividende, de 50,25 euros contre 37,10 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2011, le cours de bourse s'élève quant à lui à 27,50 euros.

Les passifs, courants et non-courants, sont en hausse à 527,3 millions d'euros contre 356,7 millions d'euros un an plus tôt. Les passifs d'impôts différés, principalement liés à la valorisation de l'actif biologique s'inscrivent en hausse à 301,6 millions d'euros contre 190,2 millions d'euros, de même que les passifs d'impôts exigibles à 53,6 millions d'euros contre 27,9 millions d'euros en 2010. L'endettement financier est en hausse à 58 millions d'euros contre 36,4 millions d'euros au 31 décembre 2010. Même tendance à la hausse pour les autres dettes (+18,8 millions d'euros).



Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2011, la trésorerie nette s'élève à 227,4 millions d'euros en augmentation de 66,7 millions d'euros sur l'exercice (contre 67,4 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur).

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 242,1 millions d'euros durant l'exercice 2011 (166,4 millions d'euros en 2010) et la capacité d'autofinancement à 271,5 millions d'euros contre 181,8 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les opérations d'investissement ont mobilisé 113,3 millions d'euros (contre 22,8 millions d'euros en 2010) et les opérations de financement 64,9 millions d'euros (contre 78,5 millions d'euros en 2010), dont 64,4 millions d'euros de dividendes (69,6 millions d'euros en 2010).

Perspectives 2012

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales de plantations, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours de la roupie indonésienne et du dollar US, par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Événements postérieurs à la date de clôture

Les investissements du Groupe tant en Asie du Sud-Est qu'en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Gouvernance d'entreprise

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

Le Conseil d'Administration



Rapport d'audit consolidé

Aux Actionnaires de
Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin
(anciennement Société Financière Luxembourgeoises,
en abrégé Socfinal)
Société Anonyme
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les états financiers consolidés

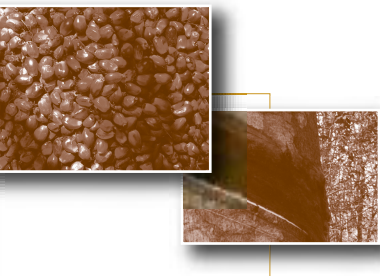
Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2008, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN (anciennement SOCIETE FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE, en abrégé SOCFINAL), comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2011 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variations des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 32 à 85.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (« IFRS ») telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.



Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN (anciennement SOCIETE FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE, en abrégé SOCFINAL) au 31 décembre 2011, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 42. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est et présentent un risque en terme d'exposition aux fluctuations politiques et économiques. Par ailleurs, nous attirons l'attention sur les notes 1.12. et 1.28. concernant l'évaluation des actifs biologiques. Du fait de l'incertitude inhérente à la méthode d'évaluation de ces derniers à la juste valeur en raison de la volatilité des prix et en l'absence de marché liquide, la valeur comptable des actifs biologiques et de la production agricole pourrait différer de leur valeur de réalisation.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé présenté dans ce rapport annuel aux pages 27 à 29, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés.

Bertrange, le 17 avril 2012

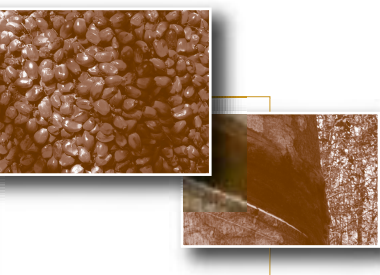
CLERC
Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée au 31 décembre

<i>ACTIFS</i>	<i>Note</i>	<i>2011 EUR</i>	<i>2010 EUR</i>
Actifs non-courants			
Ecart d'acquisition	4	6.404.279	6.404.279
Immobilisations incorporelles	5	1.109.912	1.342.295
Immobilisations corporelles	6	207.444.339	176.856.095
Immeubles de placement	7	7.235.864	7.032.824
Actifs biologiques	8	1.343.628.914	949.950.718
Titres disponibles à la vente	9	812.950	512.417
Avances à long terme	10	7.624.441	9.719.300
Actifs d'impôts différés	11	440.178	789.667
Autres actifs non-courants	12	213.522	4.953.106
		1.574.914.399	1.157.560.701
Actifs courants			
Stocks	13	101.363.335	71.305.479
Créances commerciales	14	35.061.264	43.200.069
Autres créances	15	22.630.599	12.000.923
Actifs d'impôts exigibles	16	4.082.681	5.787.289
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	249.823.510	166.848.372
		412.961.389	299.142.132
Actifs destinés à être cédés	18	2.477.480	2.532.335
TOTAL ACTIFS		1.990.353.268	1.459.235.168



CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

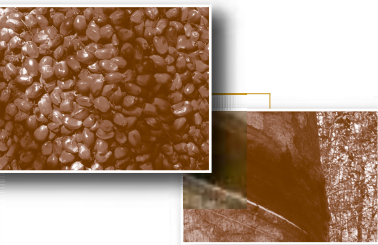
	Note	2011 EUR	2010 EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère			
Capital souscrit	19	24.920.000	24.920.000
Prime d'émission	19	501.847	501.847
Réserve légale	20	2.492.000	2.492.000
Réserves consolidées		487.392.196	382.938.237
Ecarts de conversion		12.965.457	-7.965.944
Résultat de l'exercice		187.354.714	125.440.818
		715.626.214	528.326.958
Participations ne donnant pas le contrôle		747.419.664	574.161.921
Capitaux propres totaux		1.463.045.878	1.102.488.879
Passifs non-courants			
Passifs d'impôts différés	11	301.630.577	190.164.583
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	21	28.302.611	25.892.730
Dettes financières à plus d'un an	22	22.246.112	22.889.295
Autres dettes	24	4.321.987	3.703.515
		356.501.287	242.650.123
Passifs courants			
Dettes financières à moins d'un an	22	35.746.778	13.554.807
Dettes commerciales		21.245.482	30.493.956
Passifs d'impôts exigibles	16	53.577.277	27.911.336
Provisions	23	312.624	349.914
Autres dettes	24	59.923.942	41.786.153
		170.806.103	114.096.166
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		1.990.353.268	1.459.235.168



2. Compte de résultat consolidé au 31 décembre

	Note	2011 EUR	2010 EUR
Produit des activités ordinaires	39	659.340.033	508.805.088
Production immobilisée		26.347.678	20.105.558
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		21.045.951	10.055.103
Autres produits		12.578.785	11.463.721
Matières premières et consommables utilisés		-227.733.517	-157.508.211
Autres charges externes		-61.688.528	-69.544.777
Frais de personnel	26	-85.173.180	-80.529.455
Dotations aux amortissements	27	-25.003.960	-23.647.553
Autres charges		-63.685.119	-44.568.661
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques		256.028.143	174.630.813
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	8	322.830.916	148.852.621
Résultat opérationnel		578.859.059	323.483.434
Produits provenant de titres disponibles à la vente	29	0	1.190.994
Autres produits financiers	30	20.632.100	35.551.219
Plus-values sur cessions d'actifs	30	123.622	32.246.472
Moins-values sur cessions d'actifs		-985.226	-1.275.058
Charges financières	31	-28.323.990	-41.163.883
Résultat avant impôts		570.305.565	350.033.178
Charge d'impôts sur le résultat	32	-60.695.896	-37.690.390
Impôts différés	32	-103.188.723	-32.345.365
Résultat net de l'exercice		406.420.946	279.997.423
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		219.066.232	154.556.605
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		187.354.714	125.440.818
Résultat net par action non dilué (*)	33	13,16	8,81
Nombre d'actions Socfin		14.240.000	14.240.000
Résultat net par action non dilué		13,16	8,81
Résultat net par action dilué		13,16	8,81

(*) Suite à la division du titre par 20, effective depuis le 1^{er} juillet 2011, les résultats nets par action aux 31 décembre 2011 et 2010 ont été calculés sur base du nouveau nombre d'actions.



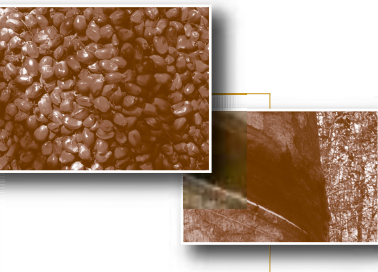
3. Etat du résultat étendu consolidé au 31 décembre

	<i>2011</i> <i>EUR</i>	<i>2010</i> <i>EUR</i>
<i>Résultat net de l'exercice</i>	406.420.946	279.997.423
<i>Autres éléments du résultat étendu</i>		
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts	300.533	-1.179.229
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées	-50.297	-3.525
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées	43.260.119	43.724.318
<i>Résultat étendu</i>	449.931.301	322.538.987
<i>Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle</i>	241.499.813	175.687.325
<i>Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère</i>	208.431.488	146.851.662



4. Tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre

	Note	2011 EUR	2010 Révisé EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		187.354.714	125.440.818
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		219.066.232	154.556.605
Variation sur actifs biologiques	8	-322.830.916	-148.852.621
Juste valeur de la production agricole		-14.664.672	-9.116.273
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		8.820.327	-3.400.677
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		28.993.410	24.060.195
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		861.604	-30.971.414
Charge d'impôts	32	163.884.619	70.035.755
Capacité d'autofinancement		271.485.318	181.752.388
Intérêts payés - reçus	34	612.956	2.069.088
Impôts payés		-60.695.896	-37.690.390
Variation de stocks		-12.963.097	-6.519.870
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		11.502.565	1.364.855
Variation des dettes commerciales et autres créditeurs	34	25.570.707	23.738.017
Comptes de régularisation		6.548.293	1.720.736
Variation du besoin en fonds de roulement		30.658.468	20.303.738
Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles		242.060.846	166.434.824
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-157.748	-137.133
Acquisitions/cessions d'immobilisations corporelles		-89.480.696	-59.524.443
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		873.543	51.962.151
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	3	-24.499.159	-15.067.017
Flux net de trésorerie provenant des activités d'investissement		-113.264.060	-22.766.442
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-21.360.000	-19.777.778
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-43.018.493	-49.780.784
Produits de l'émission d'actions		368.349	941.245
Produits d'emprunts	34	6.727.019	2.287.204
Remboursements d'emprunts	34	-7.032.400	-10.107.127
Intérêts payés - reçus	34	-612.956	-2.069.088
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement		-64.928.481	-78.506.328
Incidence des écarts de conversion		2.787.784	2.251.949
Variation nette de trésorerie		66.656.089	67.414.003
Trésorerie au 1er janvier	17	160.715.849	93.301.846
Trésorerie au 31 décembre	17	227.371.938	160.715.849
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		66.656.089	67.414.003



5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 1er janvier 2010	24.920.000	501.847	2.492.000	-30.045.412	404.253.228	402.121.663	464.480.123	866.601.786
Résultat de l'exercice					125.440.818	125.440.818	154.556.605	279.997.423
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente					-668.624	-668.624	-514.130	-1.182.754
Ecarts de conversion				22.079.468	22.079.468	21.644.850		43.724.318
Résultat étendu				22.079.468	124.772.194	146.851.662	175.687.325	322.538.987
Dividendes / Tantièmes					-10.284.445	-10.284.445	-49.780.784	-60.065.229
Acomptes sur dividendes					-9.493.333	-9.493.333	0	-9.493.333
Autres variations					-868.589	-868.589	-16.224.743	-17.093.332
Transactions avec les actionnaires					-20.646.367	-20.646.367	-66.005.527	-86.651.894
Situation au 31 décembre 2010	24.920.000	501.847	2.492.000	-7.965.944	508.379.055	528.326.958	574.161.921	1.102.488.879
Résultat de l'exercice					187.354.714	187.354.714	219.066.232	406.420.946
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente					145.373	145.373	104.863	250.236
Ecarts de conversion				20.931.401	20.931.401	22.328.718		43.260.119
Résultat étendu				20.931.401	187.500.087	208.431.488	241.499.813	449.931.301
Dividendes / Tantièmes					-9.493.333	-9.493.333	-43.765.876	-53.259.209
Acomptes sur dividendes					-11.866.667	-11.866.667	0	-11.866.667
Autres variations					227.768	227.768	-24.476.194	-24.248.426
Transactions avec les actionnaires					-21.132.232	-21.132.232	-68.242.070	-89.374.302
Situation au 31 décembre 2011	24.920.000	501.847	2.492.000	12.965.457	674.746.910	715.626.214	747.419.664	1.463.045.878

	2011	2010
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	19.224.000	17.800.000
Nombre d'actions	14.240.000	14.240.000
Dividende par action distribué sur la période	1,35	1,25



6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

La Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin (anciennement « Société Financière Luxembourgeoise, Socfinal »), (« la Société ») a été constituée le 5 décembre 1959. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011, suite à l'abandon du statut de holding 1929. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe Socfin ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Afrique et en Asie du Sud-Est.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre du commerce sous le n° B 5937.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) adopté dans l'Union Européenne.

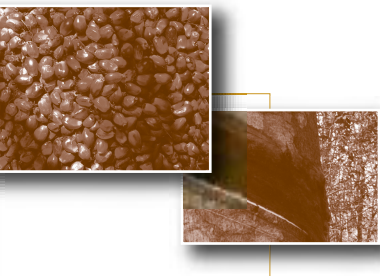
En date du 17 avril 2012, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2011 sont entrés en vigueur et n'ont pas entraîné d'impacts importants sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2011 :

- La révision d'IAS 24 « Information relative aux parties liées », applicable au 1^{er} janvier 2011. La norme révisée apporte une exemption partielle pour les entités liées à une administration publique et elle clarifie la définition d'une partie liée.
- L'amendement à la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation », applicable à la date d'ouverture du premier exercice commençant après le 31 janvier 2010. Cet amendement précise la manière de comptabiliser certains droits lorsque les instruments émis sont libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur.
- Les améliorations annuelles des normes IFRS, publiées en 2010. Ce texte précise et clarifie les conditions d'application de certaines normes mais n'a pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.
- Les modifications d'IFRIC 14 « Paiement anticipé d'une exigence de financement minimal ». Les modifications permettent de comptabiliser un actif sous la forme d'un paiement anticipé au titre d'une exigence de financement minimal. Les modifications n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.
- IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres ». Cette interprétation donne des éclaircissements sur la comptabilisation de l'extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres. Cette interprétation n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe car il n'a pas conclu d'accord de cette nature.

Socfin a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2011 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :

- L'amendement à la norme IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global », applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. Cet amendement introduit notamment la nécessité de distinguer au sein des autres éléments du résultat global (éléments constitutifs des capitaux propres) ceux qui seront ultérieurement reclassés en résultat net et ceux qui ne peuvent être recyclés en résultat net. Cet amendement réaffirme en outre les règles actuelles de présentation de l'état du résultat global, soit dans un seul état, soit dans deux états distincts consécutifs.



- L'amendement à la norme IAS 12 « Impôts différés - recouvrement des actifs sous-jacents », applicable au 1^{er} janvier 2012. Cet amendement prévoit une exception aux principes généraux, soit que l'évaluation des actifs d'impôts différés et des passifs d'impôts différés doit refléter les incidences fiscales qui découleraient de la manière selon laquelle l'entité prévoit de recouvrir la valeur comptable d'un actif.
- La révision de la norme IAS 19 « Avantages du personnel », applicable au 1^{er} janvier 2013. Les amendements portent sur la comptabilisation des régimes à prestations définies et notamment sur : l'abandon de la méthode du corridor ; l'obligation de présenter dans les autres éléments du résultat global les réestimations ; l'amélioration des informations à fournir sur les caractéristiques et les risques de ces régimes ; ainsi que la clarification de certains points.
- La version révisée d'IAS 27 qui s'intitule dorénavant « Etats financiers individuels », applicable au 1^{er} janvier 2013. La nouvelle version d'IAS 27 se limite dorénavant à la comptabilisation des participations dans des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers individuels. Les principes énoncés dans IAS 27 actuel pour les états financiers individuels demeurent inchangés dans la version révisée d'IAS 27.
- La version révisée d'IAS 28 qui s'intitule dorénavant « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », applicable au 1^{er} janvier 2013. IAS 28 est modifiée pour être conforme aux modifications apportées suite à la publication d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12. Elle définit la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et expose les exigences lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et coentreprises.
- Les amendements à IFRS 1 « Première adoption des IFRS - hyperinflation grave et dates d'application fermes pour les premiers adoptants », applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011. Le Groupe applique déjà les normes IFRS et n'est donc pas concerné par ces amendements.
- L'amendement à IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir - transferts d'actifs financiers », applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011. Cet amendement permettra aux utilisateurs d'états financiers d'améliorer leur compréhension d'opérations de transfert d'actifs financiers (par exemple: des titrisations), y compris la compréhension des effets éventuels de tout risque qui demeurerait dans l'entité qui a transféré les actifs. Cet amendement impose également de fournir des informations complémentaires si un montant disproportionné d'opérations de transfert est réalisé aux alentours de la fin de la période de reporting.
- La norme IFRS 9 « Instruments financiers » (phase 1 : classification et évaluation des actifs et passifs financiers), applicable au 1^{er} janvier 2015. Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, des décomptabilisations et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».
- La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés », applicable au 1^{er} janvier 2013. Cette nouvelle norme reprend les principes concernant la consolidation, elle annule et remplace la section sur les états financiers consolidés de la norme IAS 27 actuelle. L'interprétation SIC 12 « Consolidation - entités ad hoc » est également supprimée et est intégrée dans IFRS 10.
- La norme IFRS 11 « Partenariats », applicable au 1^{er} janvier 2013. La norme annule et remplace IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et SIC 13 « Entités contrôlées conjointement - apports non monétaires par des coentrepreneurs ».
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », applicable au 1^{er} janvier 2013. Cette norme intègre les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, aux partenariats, dans des entreprises associées et dans des entités structurées.
- La norme IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur », applicable au 1^{er} janvier 2013. Cette norme reprend un guide d'évaluation de la juste valeur comprenant les informations à fournir dans les notes des états financiers.
- L'amendement à IFRS 1 portant sur le traitement comptable de certains prêts gouvernementaux, lors de la 1^{ère} application du référentiel IFRS.
- Les amendements à IAS 32 « Instruments financiers : compensation des actifs et passifs financiers », applicables au 1^{er} janvier 2014. Les amendements clarifient d'une part, la signification de « doit posséder un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés » (Application guidance - AG 38 modifiée) et d'autre part, que certains systèmes de compensation globaux peuvent être considérés équivalents à un règlement sur la base du montant net.
- L'amendement à IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir - compensations des actifs et passifs financiers », applicable au 1^{er} janvier 2013. Des informations additionnelles sont exigées sur l'ensemble des instruments financiers comptabilisés qui ont été compensés dans le respect du paragraphe 42 d'IAS 32. Une information sur les instruments financiers comptabilisés sujets à des accords de compensation exécutoires et à des contrats similaires, même s'ils ne sont pas compensés



selon IAS 32, est également exigée.

- IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert », applicable au 1^{er} janvier 2013. Le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation.

Certaines normes auront une incidence sur les comptes consolidés du Groupe, notamment IAS 1, IAS 19, IFRS 9, IFRS 12 et IFRS 13. Les normes sont en cours d'analyse.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro.

Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- les actifs biologiques (IAS 41), la production agricole (IAS 2 / IAS 41) ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2011 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, Socfin ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfin exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2011 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

a) Filiales

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est présumé lorsque le Groupe détient directement ou indirectement plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

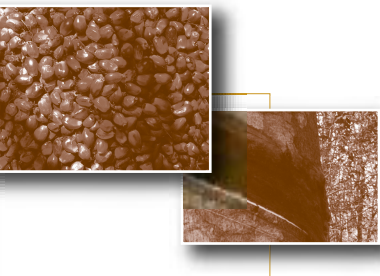
Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans les entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfin exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises



associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation.

Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence entre la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle ; la valeur des intérêts minoritaires ; la juste valeur, à la date d'acquisition, des prises de participation antérieures et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfin et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.



Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.19.).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « écarts de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Cependant, lorsque la devise de tenue des comptes est différente de la monnaie de fonctionnement, ce qui est le cas pour la filiale indonésienne PT Socfindo, dont la devise de fonctionnement est le dollar américain, la conversion des comptes dans la monnaie de fonctionnement est effectuée par la méthode du cours historique. Par cette méthode, les actifs et passifs monétaires, ainsi que les actifs biologiques, valorisés à la juste valeur, sont convertis dans la devise de consolidation au cours de la devise étrangère à la date de clôture. Les éléments non monétaires sont convertis au cours historique ou au cours en vigueur à la date de réévaluation. Les produits et les charges sont évalués au cours moyen de la période. Les écarts de conversion constatés sont quant à eux repris au compte de résultat.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

<i>1 euro est égal à :</i>	<i>Taux de clôture</i>		<i>Taux moyen</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Livre sterling	0,8351	0,8608	0,8693	0,8550
Roupie indonésienne	11.739	11.956	12.251	11.985
Naira nigérian	204,79	199,74	213,70	196,39
Dollar américain	1,2935	1,3362	1,3948	1,3185
Riel cambodgien	5.231	5.390	5.662	5.514

1.9. Immobilisations incorporelles

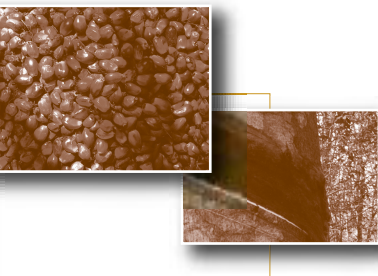
Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Concessions et brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.



1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 20 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.11. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers (terrains et bâtiments ou partie de bâtiments) détenus pour en retirer des loyers et/ou pour en valoriser le capital.

Les immeubles de placement sont inscrits pour leur coût, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. La durée d'amortissement des immeubles de placement est fixée à 50 ans.

1.12. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques en Afrique et en Asie. Ces actifs biologiques, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par l'IAS 41 « Agriculture ». Il en va de même pour la production agricole au moment de la récolte et notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc.

Actifs biologiques

Les actifs biologiques sont évalués, lors de la comptabilisation initiale ainsi qu'à chaque clôture, à leur juste valeur diminuée des coûts estimés au point de vente. Il n'existe pas de marché actif pour les actifs biologiques qui permettrait d'en déterminer la juste valeur. De même, compte tenu de la particularité de chaque plantation (situation géographique, environnement politique et social, conditions climatiques, nature du sol, qualité du matériel végétal...), il n'existe pas de transaction de référence qui permettrait une évaluation globale des actifs biologiques. Par conséquent, afin de déterminer la juste valeur de ces actifs de manière fiable, le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts.

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique et des surfaces en exploitation. La



production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne de marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La juste valeur de l'actif biologique est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. Pour l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques au 31 décembre 2011, le Groupe a considéré les dernières données historiques fiables disponibles quant aux marges moyennes réellement constatées, à savoir les exercices 2007 à 2011. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Cette méthode est appliquée de manière homogène aux plantations tout en tenant compte des particularités locales. En effet, le modèle d'évaluation se base, tel que décrit supra, sur des données historiques de rendement et de marges spécifiques à chaque catégorie d'actifs biologiques pour chaque plantation. En outre, le taux d'actualisation, l'une des données sensibles du modèle, est adapté aux spécificités locales. Il tient compte du taux de financement long terme applicable à l'entité, des risques de guerre et d'expropriation liés au pays, ainsi que le cas échéant d'un risque produit. Toutefois, en ce qui concerne ce dernier élément, le Groupe estime qu'il n'y a pas de risque agricole particulier lié à l'exploitation de plantations de palmiers à huile et d'hévéas.

Pour cette évaluation les hypothèses générales suivantes ont été retenues : tous les actifs biologiques plantés font l'objet de l'évaluation. Les actifs biologiques immatures, qui ne sont pas en production, font l'objet d'entretiens particuliers sur la période d'immaturité dont les coûts sont pris en compte pour l'évaluation de la juste valeur. Le transfert d'actifs biologiques en production (maturité) a lieu au cours de la quatrième année après le « planting » des palmiers à huile et au cours de la septième année après le « planting » des hévéas. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques les plus jeunes.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

Production agricole

La production agricole est évaluée à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation. Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

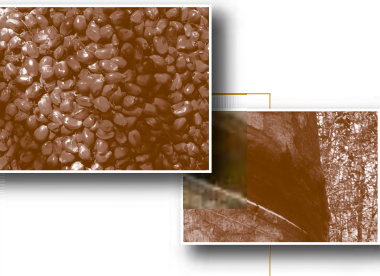
La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.13. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.



1.14. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissement, mais d'un test de dépréciation réalisé au moins annuellement à la date de la clôture de l'exercice.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité. Cette dernière correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.15. Participations dans des entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse.

1.16. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme explicité sous la note 1.12., actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.



1.17. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

1.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.19. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

- Instruments de couverture :

Le changement de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui sont désignés et efficaces en tant que couverture sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Les montants différés en capitaux propres sont comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel l'engagement ferme couvert ou la transaction prévue couverte affecte le résultat net.

- Autres instruments :

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, seuls des instruments mentionnés au paragraphe précédent « Autres instruments » ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

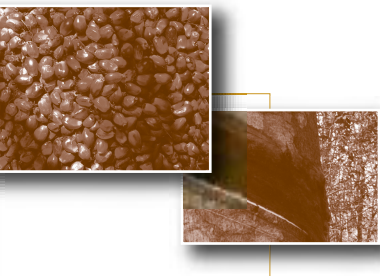
La juste valeur de l'endettement à moins d'un an, est estimée proche de la valeur comptable.

Pour l'endettement à plus d'un an, une minorité d'emprunts ont été conclus à taux variable ; ici aussi il a été estimé que la juste valeur de ces emprunts était proche de leur valeur comptable.

Les prêts portant intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.



Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

En cas de cession ou de dépréciation durable, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.20. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.21. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis à des sociétés d'assurances externes au Groupe. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.



Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes de l'IAS 19. Selon la politique dite du corridor, seuls les gains et pertes actuariels qui excèdent de plus de 10% le montant le plus élevé de la valeur actualisée des obligations de retraite et de la juste valeur des actifs du plan à la date de clôture, sont amortis sur la durée d'activité moyenne résiduelle prévue des membres du personnel bénéficiant de ce régime.

Lorsque les conditions d'un régime sont modifiées, le coût qui en résulte est comptabilisé immédiatement dans la mesure où les droits à prestation sont acquis. Dans les autres cas, le coût est comptabilisé en charges, selon la méthode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des pertes et profits actuariels et du coût des services passés non encore comptabilisés, diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.22. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable. Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

1.23. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur, notamment les actifs biologiques. Les coûts liés au planting ou replanting des plantations (évaluées à la juste valeur) sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.24. Impôts

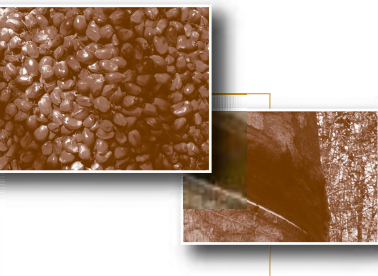
L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.



L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.25. Actifs non-courants détenus pour la vente et activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées. Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions. Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.26. Regroupements d'entreprises

Les normes IFRS 3 révisées et IAS 27 révisées revoient les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Ces normes permettent, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un goodwill complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un goodwill partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6. et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.27. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs. L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.28. Recours à des estimations

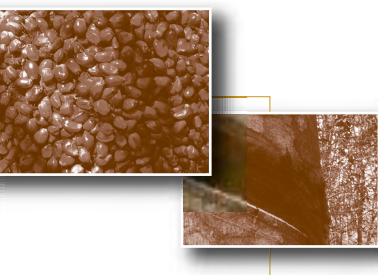
Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations concernent principalement l'application des normes IAS 19 et IAS 41. En effet, bien que cette dernière inclue certaines recommandations pour l'élaboration d'un modèle d'évaluation à la juste valeur, basé notamment sur des flux de trésorerie futurs actualisés, cet exercice implique l'utilisation de certaines hypothèses sensibles pour déterminer les flux futurs de trésorerie et le taux d'actualisation. Les principales caractéristiques du modèle établi par le Groupe, et hypothèses retenues pour l'application de celui-ci dans le cadre de la norme IAS 41, sont décrites à la note 1.12.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.



Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe 2011	% de contrôle du Groupe 2011	Méthode de consolidation(*) 2011	% d'intérêt du Groupe 2010	% de contrôle du Groupe 2010	Méthode de consolidation(*) 2010
AFRIQUE						
Hévéa et Palmier						
SOGB S.A.	38,70	73,16	IG	38,70	73,16	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	38,10	62,70	IG	33,88	55,76	IG
Hévéa						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	60,77	100,00	IG	60,77	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	35,17	57,87	IG	35,17	57,87	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	37,04	70,01	IG	37,04	70,01	IG
Palmier						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	51,65	85,00	IG	-	-	-
SOCAPALM S.A.	39,69	65,32	IG	25,60	62,78	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS »	39,69	100,00	IG	25,60	100,00	IG
BRABANTA S.P.R.L.	60,85	100,00	IG	60,85	100,00	IG
Autres activités						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	52,90	87,06	IG	52,90	87,06	IG
PALMCAM S.A.	60,77	100,00	IG	40,78	67,11	IG
ASIE						
Hévéa et Palmier						
PT SOCFINDO	49,26	90,00	IG	49,26	90,00	IG
Hévéa						
SETHIKULA CO LTD	43,79	100,00	IG	43,79	100,00	IG
SOCFIN-KCD CO LTD	43,79	80,00	IG	43,79	80,00	IG
VARANASI CO LTD	43,79	100,00	IG	43,79	100,00	IG
EUROPE						
Autres activités						
AGRO PRODUCTS INVESTMENT CY LTD	55,90	100,00	IG	55,90	100,00	IG
CENTRAGES S.A.	57,75	100,00	IG	57,75	100,00	IG
GAUMMES S.A.	57,75	100,00	IG	57,75	100,00	IG
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	57,75	100,00	IG	57,75	100,00	IG
INDUSERVICES S.A.	72,39	100,00	IG	72,39	100,00	IG
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	60,43	90,00	IG	60,43	90,00	IG
PLANTATION NORD-SUMATRA LTD S.A.	54,74	100,00	IG	54,74	100,00	IG
SOCFICOM S.A.	55,90	100,00	IG	55,90	100,00	IG
SOCFINAF S.A.	60,77	60,77	IG	60,77	60,77	IG
SOCFINASIA S.A.	54,74	54,74	IG	54,74	54,74	IG
SOCFINCO S.A.	57,75	100,00	IG	57,75	100,00	IG



(suite)

	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de
	du Groupe	du Groupe	consolidation(*)	du Groupe	du Groupe	consolidation(*)
	2011	2011	2011	2010	2010	2010
SOCFINCO FR S.A.	57,75	100,00	IG	57,75	100,00	IG
SOCFINDE S.A.	55,90	99,92	IG	55,90	99,92	IG
SODIMEX S.A.	57,75	100,00	IG	57,75	100,00	IG
SOGESCOL FR S.A.	57,75	100,00	IG	57,75	100,00	IG
TERRASIA S.A.	65,30	100,00	IG	65,30	100,00	IG
TERRES ROUGES CONSULTANT S.A.S.	57,74	99,98	IG	57,74	99,98	IG
TROPICAL COMMODITIES TRADING LTD	55,90	100,00	IG	55,90	100,00	IG
WEST AFRICAN TRADING COMPANY	60,77	100,00	IG	60,77	100,00	IG

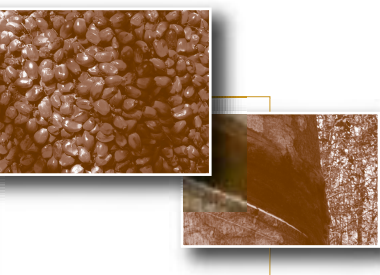
(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale.

Liste des filiales et entreprises associées

- * AGRO PRODUCTS INVESTMENT COMPANY LIMITED est une société qui opère dans les domaines des services et du commerce dans le secteur des plantations tropicales.
- * BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant la société de plantations en Côte d'Ivoire, SOGB S.A. et la société industrielle de droit ivoirien, SCC.
- * BRABANTA S.P.R.L. est une société de droit congolais (RDC) spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * GAUMMÉS S.A. (anciennement Sogescol S.A.) est une société de droit belge non active.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société anonyme de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société anonyme de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans l'exploitation de plantations d'huile de palme et de caoutchouc et dans la production de produits palmiers au Nigeria.
- * PALMCAM S.A. est une société holding camerounaise détenant une participation dans la plantation de palmiers à huile et d'hévéas au Cameroun, Socapalm S.A.
- * PLANTATION NORD-SUMATRA LTD S.A. est une société de participation financière établie à Luxembourg, détenant la participation dans PT Socfindo.
- * PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO » est une société de droit indonésien active dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.
- * SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans le traitement du caoutchouc.
- * SETHIKULA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCAPALM S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation d'huile de palme, la plantation et la culture d'hévéas.
- * SOCFICOM S.A. est une société dont l'activité consiste en la mise à disposition de personnel spécialisé.
- * SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée au Sierra Leone et active dans le palmier.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN-KCD CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.



- * SOCFINAF S.A. (anciennement Intercultures) est une société holding de droit luxembourgeois dont l'activité est axée principalement sur la gestion d'un portefeuille de participations actives dans des plantations situées en Afrique.
- * SOCFINASIA S.A. est une société holding de droit luxembourgeois dont le portefeuille est constitué de participations actives dans le domaine des plantations situées en Asie du Sud-Est.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois qui détient une participation importante opérant dans le domaine des services et du commerce dans le secteur des plantations tropicales.
- * SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation d'huile de palme raffinée.
- * SODIMEX S.A. est une entreprise belge active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations tropicales.
- * SOGB S.A. est une société de droit ivoirien active dans la plantation, la culture d'hévéas et de palmiers à huile en Côte d'Ivoire et la transformation du latex en caoutchouc industriel.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- * TERRES ROUGES CONSULTANT S.A.S. est une société française qui est spécialisée dans le domaine des plantations de caoutchouc et d'huile de palme, prestataire de services d'assistance à la gestion de plantations.
- * TROPICAL COMMODITIES TRADING LTD est une société non active.
- * VARANASI CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * WEST AFRICAN TRADING COMPANY est une société britannique non active.



Note 3. Acquisitions d'activités

	2011 EUR	2010 EUR
Actifs non-courants	34.058.923	18.275.299
Actifs courants	10.455.910	38.454.372
Passifs non-courants	-5.674.906	-10.354.581
Passifs courants	-5.876.719	-27.700.605
Actif net acquis	32.963.207	18.674.483
Ecarts d'acquisition débiteurs portés à l'actif (note 4)	0	1.715.461
Ecarts comptabilisés dans les fonds propres (variation de périmètre)	-2.846.901	-379.107
Prix total payé (*)	30.116.306	20.010.837
Réglé en liquidités	-30.116.306	-20.010.837
Sortie nette de liquidités sur acquisition		
Paiement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales et entités conjointes	-30.116.306	-20.010.837
Liquidités et soldes bancaires acquis	5.617.147	4.943.820
Acquisitions de filiales et d'entités conjointes, sous déduction de la trésorerie	-24.499.159	-15.067.017
(*) dont acquisitions de filiales.	24.499.159	15.067.017
(*) dont souscriptions à des constitutions de filiales.	5.617.147	4.943.820

Les principales acquisitions d'activités réalisées par le Groupe au cours de l'exercice ont été les suivantes :

Socfinaf S.A. a acquis pour 20,3 millions d'euros d'actions Palmcam (32,89%) et 2,4 millions d'euros d'actions Okomu (6,94%). Elle a également souscrit à hauteur de 85% à la constitution de Socfin Agricultural Company pour 5,6 millions d'euros.

Socfin a souscrit aux augmentations de capital de Socfin-KCD via sa filiale Socfinasia S.A. et de Brabanta via sa filiale Socfinaf S.A.

Durant le 2ème semestre 2011, Socfinasia S.A. et Socfinaf S.A. ont souscrit à hauteur de 50% chacune à l'augmentation de capital de l'Immobilière de la Pépinière S.A.

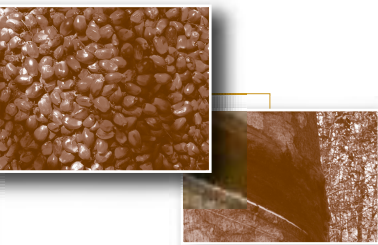
Note 4. Ecarts d'acquisition

	2011 EUR	2010 EUR
Juste valeur au 1er janvier	6.404.279	6.404.279
Entrées de l'exercice (note 3)	0	1.715.461
Affectation	0	-1.715.461
Juste valeur au 31 décembre	6.404.279	6.404.279

En 2010, l'écart d'acquisition de 1,7 millions d'euros de la société Sethikula a été affecté aux terrains.

Note 5. Immobilisations incorporelles

<i>EUR</i>	<i>Concessions et brevets</i>	<i>Autres immo- bilisations incorporelles</i>	<i>TOTAL</i>
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2010	433.576	2.712.495	3.146.071
Acquisitions de l'exercice	19.733	117.401	137.134
Ecart de conversion	1.385	200.622	202.007
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2010	454.694	3.030.518	3.485.212
Amortissements au 1er janvier 2010	-337.692	-1.243.394	-1.581.086
Amortissements de l'exercice (note 27)	-65.965	-445.480	-511.445
Ecart de conversion	-638	-49.748	-50.386
Amortissements au 31 décembre 2010	-404.295	-1.738.622	-2.142.917
Valeur nette comptable au 31 décembre 2010	50.399	1.291.896	1.342.295
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2011	454.694	3.030.518	3.485.212
Acquisitions de l'exercice	57.530	338.276	395.806
Sorties de l'exercice	0	-476.854	-476.854
Reclassements vers d'autres postes	0	14.964	14.964
Ecart de conversion	429	28.109	28.538
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2011	512.653	2.935.013	3.447.666
Amortissements au 1er janvier 2011	-404.295	-1.738.622	-2.142.917
Amortissements de l'exercice (note 27)	-48.438	-366.484	-414.922
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	240.854	240.854
Ecart de conversion	-413	-20.356	-20.769
Amortissements au 31 décembre 2011	-453.146	-1.884.608	-2.337.754
Valeur nette comptable au 31 décembre 2011	59.507	1.050.405	1.109.912



Note 6. Immobilisations corporelles

<i>EUR</i>	<i>Terrains et pépinières</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques</i>	<i>Mobilier, matériel roulant et autres</i>	<i>Immo. corp. en cours</i>	<i>Avances et acomptes</i>	<i>TOTAL</i>
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2010	7.631.510	138.026.872	105.734.320	95.971.392	8.888.980	1.571.254	357.824.328
Acquisitions de l'année	4.962.354	4.343.597	6.454.825	5.863.070	4.274.569	9.658.787	35.557.202
Cessions de l'année	-2.899.424	-281.545	-1.851.511	-2.386.840	0	0	-7.419.320
Transferts	0	1.392.331	-5.817.737	12.551.674	-5.196.301	-2.929.967	0
Reclassements vers d'autres postes	-628.528	0	0	961.705	-4.838.453	-189.756	-4.695.033
Ecart de conversion	395.317	5.938.041	6.520.302	1.689.133	508.386	36.186	15.087.365
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2010	9.461.229	149.419.296	111.040.199	114.650.134	3.637.181	8.146.504	396.354.543
Amortissements au 1er janvier 2010	-825.581	-71.961.692	-65.731.031	-54.806.302	0	0	-193.324.605
Dotations de l'année (note 27)	-26.387	-6.355.831	-8.555.042	-7.905.500	0	0	-22.842.760
Reprises de l'année	0	272.174	1.579.661	1.714.634	0	0	3.566.469
Transferts	0	1.772.950	6.577.198	-8.350.148	0	0	0
Reclassements vers d'autres postes	0	0	-2.541	0	0	0	-2.541
Ecart de conversion	-536	-2.309.709	-3.826.413	-758.352	0	0	-6.895.010
Amortissements au 31 décembre 2010	-852.504	-78.582.108	-69.958.168	-70.105.668	0	0	-219.498.447
Valeur nette au 31 décembre 2010	8.608.725	70.837.188	41.082.031	44.544.466	3.637.181	8.146.504	176.856.095
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2011	9.461.229	149.419.296	111.040.199	114.650.134	3.637.181	8.146.504	396.354.543
Acquisitions de l'année	5.508.600	6.755.206	8.485.619	11.605.253	16.170.848	9.971.809	58.497.335
Cessions de l'année	-1.410.108	-45.994	-1.768.345	-3.316.054	0	0	-6.540.501
Transferts	39.769	2.739.061	1.667.516	1.217.201	5.115.673	-10.779.220	0
Reclassements vers d'autres postes	-2.434.292	0	0	-1.213.378	-206.846	-119.863	-3.974.379
Ecart de conversion	354.978	2.190.947	1.624.671	492.742	225.198	342	4.888.878
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2011	11.520.176	161.058.516	121.049.660	123.435.898	24.942.054	7.219.572	449.225.876
Amortissements au 1er janvier 2011	-852.504	-78.582.108	-69.958.168	-70.105.668	0	0	-219.498.447
Dotations de l'année (note 27)	-31.597	-6.489.528	-9.485.710	-8.271.990	0	0	-24.278.825
Reprises de l'année	0	39.306	1.520.284	3.115.159	0	0	4.674.749
Transferts	-2.687	3.666	-13.693	12.714	0	0	0
Ecart de conversion	-958	-1.148.849	-1.292.819	-236.387	0	0	-2.679.013
Amortissements au 31 décembre 2011	-887.746	-86.177.513	-79.230.106	-75.486.172	0	0	-241.781.536
Valeur nette au 31 décembre 2011	10.632.430	74.881.003	41.819.554	47.949.726	24.942.054	7.219.572	207.444.339



Note 7. Immeubles de placement

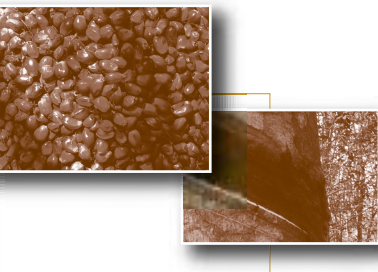
EUR

Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2010	8.640.835
Acquisitions de l'année	<u>205.465</u>
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2010	8.846.300
Amortissements au 1^{er} janvier 2010	-1.520.128
Dotations de l'année (note 27)	<u>-293.348</u>
Amortissements au 31 décembre 2010	-1.813.476
Valeur nette au 31 décembre 2010	7.032.824
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2011	8.846.300
Acquisitions de l'année	<u>513.253</u>
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2011	9.359.553
Amortissements au 1^{er} janvier 2011	-1.813.476
Dotations de l'année (note 27)	<u>-310.213</u>
Amortissements au 31 décembre 2011	-2.123.689
Valeur nette au 31 décembre 2011	7.235.864

Les locations se font sous la forme de baux renouvelables de 3 à 9 ans (30/04/2017 et 30/06/2017). Le bail d'un bureau a expiré au 31 mars 2011 et n'a pas été reconduit. Les locaux disponibles de l'immeuble Champ de Mars ont généré des produits locatifs pour 0,64 million d'euros. Les charges opérationnelles directes occasionnées par cet immeuble s'élèvent à 0,32 million d'euros.

Les 5^{ème} et 6^{ème} étages de l'immeuble situé 2 place du Champ de Mars à Bruxelles ont été évalués par un expert indépendant lors de l'acquisition de l'Immobilière de la Pépinière S.A. en décembre 2006. Cette valeur a été utilisée pour l'évaluation de l'immeuble lors de l'entrée dans le périmètre. Il n'y a pas eu de nouvelle évaluation depuis lors. Le rez-de-chaussée acquis en 2007 a été évalué à sa valeur d'acquisition.

La cession éventuelle de l'immeuble est soumise, de par le contrat d'emprunt, à l'accord préalable du créancier.



Note 8. Actifs biologiques

* *Détail des actifs biologiques comptabilisés dans l'état de la situation financière*

EUR

Juste valeur au 1^{er} janvier 2010	721.884.653
Variation de la juste valeur	150.286.155
Transferts vers d'autres postes de l'actif	4.838.453
Autres mouvements sur actifs biologiques	138.532
Ecarts de conversion	<u>72.802.925</u>
Juste valeur au 31 décembre 2010	949.950.718
Juste valeur au 1^{er} janvier 2011	949.950.718
Variation de la juste valeur	365.812.713
Transferts vers d'autres postes de l'actif	0
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56
Ecarts de conversion	<u>27.865.539</u>
Juste valeur au 31 décembre 2011	1.343.628.914

* *Détail des superficies (en hectares)*

	2011	2010
Palmiers		
Immatures	13.730	10.790
En production	75.784	75.731
Total palmiers	<u>89.514</u>	<u>86.521</u>
Hévéas		
Immatures	20.460	18.293
En production	34.153	35.609
Total hévéas	<u>54.614</u>	<u>53.902</u>

* *Détail de la production*

	2011	2010
Quantités produites (en tonnes)		
Régimes de palme	1.487.288	1.380.496
Caoutchouc	51.202	50.528
Juste valeur de la production (en euro)		
Régimes de palme	179.568.559	151.114.709
Caoutchouc	108.199.212	66.040.032



*** Marge réalisée sur la production agricole (en euro par tonne)**

	2011	2010
Régimes de palme	87,01	75,97
Caoutchouc	1.728,57	949,73

*** Taux d'actualisation**

	2011	2010
Liberia	10,00%	12,00%
Côte d'Ivoire	12,50%	12,50%
Nigeria	13,20%	13,40%
Cameroun	12,50%	12,50%
Congo (RDC)	13,00%	13,00%
Cambodge	13,00%	13,00%
Indonésie	9,00%	10,50%

*** Rapprochement de la juste valeur comptabilisée dans l'état de la situation financière et au compte de résultat**

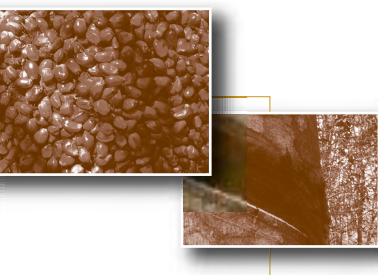
- Etat de la situation financière

	2011 EUR	2010 EUR
Situation au 1^{er} janvier	949.950.718	721.884.653
Variation de la juste valeur	365.812.713	150.286.155
Transferts vers d'autres postes de l'actif	0	4.838.453
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56	138.532
Ecarts de conversion	27.865.539	72.802.925
Situation au 31 décembre	1.343.628.914	949.950.718

- Compte de résultat

	2011 EUR	2010 EUR
Variation de la juste valeur	365.812.713	150.286.155
Différences de change sur devise fonctionnelle	-8.877.182	27.393.779
Dépenses d'investissements en actifs biologiques immatures (*)	-34.104.615	-28.827.313
Situation au 31 décembre	322.830.916	148.852.621

(*) Les dépenses relatives aux actifs biologiques immatures sont prises en charge au cours de l'exercice où elles sont encourues (voir note 1.12.).



Note 9. Titres disponibles à la vente

	2011 EUR	2010 EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	512.417	1.830.640
Variation de la juste valeur	300.533	7.495
Sorties de l'exercice	0	-1.377.014
Ecart de conversion	0	51.296
Juste valeur au 31 décembre	812.950	512.417

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2011	2010	2011	2010
Titres disponibles à la vente	528.849	528.849	812.950	512.417

Note 10. Avances à long terme

En octobre 2007, PT Socfindo a signé un accord avec PT Parasawita pour acheter une plantation de palmiers à huile de 4.072 ha en Aceh pour 13,2 millions de dollars. Un acompte de 4,6 millions de dollars a été versé en 2007. Parasawita n'ayant pas rempli les formalités nécessaires au transfert de propriété, une action en justice a été introduite en juillet 2008. Le 24 décembre 2008, Parasawita a été condamnée à rembourser l'acompte reçu augmenté d'un intérêt de 14%. Parasawita a fait appel de cette décision auprès de la Haute Cour de Justice de Medan. La Cour a rendu le même verdict. Le 29 décembre 2009, Parasawita fait de nouveau appel de cette décision auprès de la Cour Suprême. Le 13 juillet 2011, la Cour Suprême a rendu une décision en faveur de Parasawita. A ce jour, PT Socfindo analyse les différentes options pour résoudre ce litige.

Note 11. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2011 EUR	2010 EUR
Situation au 1^{er} janvier	789.667	586.580
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	0	-23.073
IAS 19 : Engagements de retraites	-21.825	-9.005
IAS 38 : Frais d'établissement	-109.398	-192.346
IAS 41 : Actifs biologiques	-154.800	99.780
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	0	-7.216
IAS 39 : Contrats de change à terme	-29.293	29.293
Autres	-48.819	291.370
Ecart de conversion	14.646	14.284
Situation au 31 décembre	440.178	789.667



*** Composants des passifs d'impôts différés**

	2011 EUR	2010 EUR
Situation au 1^{er} janvier	190.164.583	147.547.374
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	3.706.794	2.332.408
IAS 19 : Engagements de retraites	195.129	-1.485.264
IAS 39 : Contrats de change à terme	88.212	-47.366
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	50.296	-3.691
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	392.350	231.381
IAS 38 : Frais d'établissement	-1.772.603	-75.891
IAS 41 : Actifs biologiques	98.594.730	32.180.841
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	37.420	-1.246.772
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-209.165	320.672
IAS 21 : Ecart de conversion	-16.748	-236.456
Autres	-21.358	119.271
Ecart de conversion	10.420.937	10.528.076
Situation au 31 décembre	301.630.577	190.164.583

*** Actifs et passifs fiscaux éventuels**

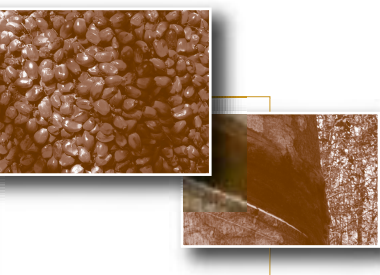
Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou d'exonérations en raison d'investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif. Il faut cependant relever que la filiale Okomu possède un stock d'exonération pour investissement, sans limite dans le temps, qui l'exonère actuellement de tout impôt sur le résultat. Au 31 décembre 2011, ce dernier est de l'ordre de 0,7 million d'euros contre 8,2 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Les filiales du Cameroun disposent de pertes fiscales récupérables de 0,8 million d'euros. Cette latence fiscale active n'a pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Par ailleurs, l'Immobilière de la Pépinière dispose de pertes fiscales récupérables de 1,2 millions d'euros dont la recouvrabilité est incertaine à la date de clôture. Cette latence fiscale active n'a pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Note 12. Autres actifs non-courants

	2011 EUR	2010 EUR
Créances commerciales	0	3.534.582
Autres créances	189.990	523.676
Trésorerie et équivalents de trésorerie bloqués	23.532	894.848
TOTAL	213.522	4.953.106



Note 13. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégories

	2011 EUR	2010 EUR
Matières premières	17.285.175	11.731.172
Consommables	22.974.242	14.681.955
Produits en cours de fabrication	26.031.274	19.438.015
Produits finis	31.165.652	20.679.886
Acomptes versés et commandes en cours	4.438.094	5.241.326
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	101.894.437	71.772.354
Réductions de valeur sur stocks	-531.102	-466.875
Total net au 31 décembre	101.363.335	71.305.479

* Réconciliation des stocks

	2011 EUR	2010 EUR
Situation au 1^{er} janvier	71.772.354	52.480.565
Variation de stocks	13.598.773	5.754.861
Juste valeur de la production agricole	14.664.672	9.116.273
Ecart de conversion	1.858.638	4.420.655
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	101.894.437	71.772.354
Réductions de valeur sur stocks	-531.102	-466.875
Total net au 31 décembre	101.363.335	71.305.479

Note 14. Créances commerciales (actif courant)

	2011 EUR	2010 EUR
Créances commerciales	25.640.119	32.103.702
Avances et acomptes versés	9.421.145	11.096.367
Total net au 31 décembre	35.061.264	43.200.069

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élevèrent à 3,6 millions d'euros au 31 décembre 2011, contre 3,5 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Note 15. Autres créances (actif courant)

	2011 EUR	2010 EUR
Créances sociales	500.609	635.624
Autres créances	21.910.908	11.183.426
Comptes de régularisation	219.082	181.873
Valeur au 31 décembre	22.630.599	12.000.923

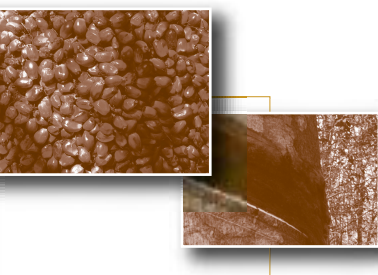
Note 16. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2011 EUR	2010 EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	5.787.289	4.796.309
Charge d'impôts	713.668	7.169.569
Autres impôts	-946.718	-5.617.821
Impôts payés ou récupérés	-1.493.627	-612.703
Ecarts de conversion	22.069	51.935
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	4.082.681	5.787.289

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2011 EUR	2010 EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	27.911.336	11.493.976
Charge d'impôts	60.841.742	39.281.262
Autres impôts	30.746.804	25.247.582
Impôts payés	-66.958.209	-48.715.767
Ecarts de conversion	1.035.604	604.283
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	53.577.277	27.911.336



Note 17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs dans l'état de la situation financière

	2011	2010
	EUR	EUR
Comptes à vue	240.607.914	161.388.915
Dépôts à terme moins de 3 mois	8.941.621	5.459.457
Instruments financiers	273.975	0
Total au 31 décembre	249.823.510	166.848.372

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2011	2010	2009
	EUR	EUR	EUR
Comptes à vue	240.607.914	161.388.915	96.438.296
Dépôts à terme moins de 3 mois	8.941.621	5.459.457	17.274.444
Comptes bloqués	23.532	894.849	917.123
Concours bancaires courants	-22.201.129	-7.027.372	-21.328.017
Total au 31 décembre	227.371.938	160.715.849	93.301.846

Note 18. Activités destinées à être cédées

* Autres actifs destinés à être cédés

Au 31 décembre 2011, ce poste inclut 23.937 coupons non distribués suite au spin-off de 2006. Les coupons sont évalués à la valeur de marché à la date d'attribution, ils s'élèvent à 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2011 ainsi qu'au 31 décembre 2010. La contrepartie de ces coupons se trouve sous la rubrique « Autres dettes ».

Note 19. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 24,9 millions d'euros au 31 décembre 2011 ainsi qu'au 31 décembre 2010. Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 0,5 million d'euros.

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} juin 2011, le titre a été divisé par 20. Cette modification est effective depuis le 1^{er} juillet 2011. Actuellement le capital est donc représenté par 14.240.000 actions contre 712.000 précédemment.

	Actions ordinaires	
	2011	2010
Nombre d'actions au 1^{er} janvier et au 31 décembre	14.240.000	712.000
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	14.240.000	712.000

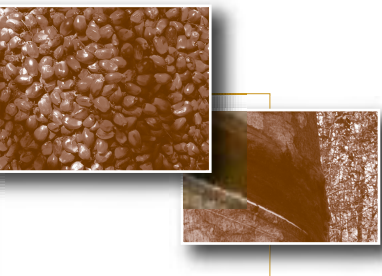
Note 20. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Note 21. Engagements de retraites

Régimes de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

	2011 EUR	2010 EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations financées	28.048.043	28.172.196
Juste valeur des actifs des régimes	-207.129	-374.024
Valeur actualisée des obligations non financées	27.840.914	27.798.172
Ecarts actuariels nets non comptabilisés	-475.919	-2.508.515
Actifs nets non comptabilisés	231.521	252.213
Différence de change sur devise fonctionnelle	706.095	350.860
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies	28.302.611	25.892.730
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	1.825.657	1.825.329
Coûts financiers	2.383.521	2.581.112
Ecarts actuariels reconnus dans l'année	86.811	20.350
Coûts des services passés	-13.867	-64.999
Coût des régimes à prestations définies	4.282.122	4.361.792
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1^{er} janvier	25.892.730	22.660.087
Coût selon le compte de résultat	4.282.122	4.361.792
Entrée de l'exercice	0	19.343
Cotisations	-275.634	-263.317
Réductions	-99.217	-166.850
Primes versées	-2.246.082	-2.277.259
Ecarts de conversion	748.692	1.558.934
Au 31 décembre	28.302.611	25.892.730



Hypothèses d'évaluation

EUROPE

Taux d'actualisation moyen	4,01%	4,01%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	3,50%	3,50%
Augmentations futures des salaires	3,00%	3,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	14,67	16,55

AFRIQUE

Taux d'actualisation moyen	de 10,00 à 13,20%	de 12,00 à 13,40%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	de 3,55 à 12,00%	de 3,50 à 12,00 %
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	18,31	18,53

ASIE

Taux d'actualisation	7,00%	8,25%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	7,00%	7,00%

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en janvier 2012.

Données historiques

Au 31 décembre	2011	2010	2009	2008	2007
Valeur actualisée des obligations financées	27.610.964	27.403.352	21.287.802	17.349.978	23.726.783
Excédent ou déficit du régime	-27.610.964	-27.403.352	-21.287.802	-17.349.978	-23.726.783
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs du régime	-1.861.080	781.355	1.076.150	2.012.676	328.657

Régimes de pension à cotisations définies

	2011 EUR	2010 EUR
Charge comptabilisée pour les régimes de pension à cotisations définies	1.154.026	1.091.598



Note 22. Dettes financières

2010

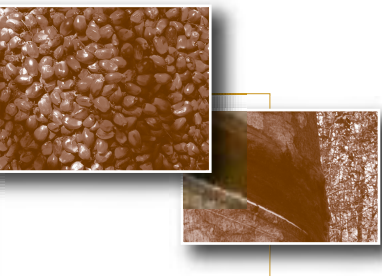
<i>EUR</i>	<i>Moins d'un an</i>	<i>Plus d'un an</i>	<i>TOTAL</i>
Dettes auprès d'établissements financiers	6.439.659	12.523.131	18.962.790
Concours bancaires courants (note 17)	7.027.372	0	7.027.372
Autres emprunts	87.776	10.366.164	10.453.940
TOTAL	13.554.807	22.889.295	36.444.102

2011

<i>EUR</i>	<i>Moins d'un an</i>	<i>Plus d'un an</i>	<i>TOTAL</i>
Dettes auprès d'établissements financiers	12.897.087	12.387.148	25.284.235
Concours bancaires courants (note 17)	22.201.129	0	22.201.129
Autres emprunts	648.562	9.858.964	10.507.526
TOTAL	35.746.778	22.246.112	57.992.890

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA (XAF), dont la parité est liée à l'euro.

Les taux des emprunts conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 5,65% et 8,8%. Comme expliqué à la note 40, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la direction.



** Analyse de l'endettement à long terme par taux*

2010

EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Belgique	2.862.608	5,65%	0	-	2.862.608
Côte d'Ivoire	2.640.808	8,00% à 8,50%	0	-	2.640.808
Cameroun	7.019.716	7,75% à 8,00%	0	-	7.019.716
	12.523.132		0		12.523.132
Autres emprunts					
Liberia	4.490.345	8,44%	0	-	4.490.345
Nigeria	1.302.348	8,80%	0	-	1.302.348
Cameroun	4.573.470	4,00%	0	-	4.573.470
	10.366.163		0		10.366.163
TOTAL	22.889.295		0		22.889.295

2011

EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Belgique	2.570.591	5,65%	0	-	2.570.591
Côte d'Ivoire	571.614	8,00% à 8,50%	0	-	571.614
Cameroun	9.244.943	7,75% à 8,00%	0	-	9.244.943
	12.387.148		0		12.387.148
Autres emprunts					
Liberia	4.638.577	8,44%	0	-	4.638.577
Nigeria	646.917	8,80%	0	-	646.917
Cameroun	4.573.470	4,00%	0	-	4.573.470
	9.858.964		0		9.858.964
TOTAL	22.246.112		0		22.246.112



** Analyse de l'endettement à long terme par devise*

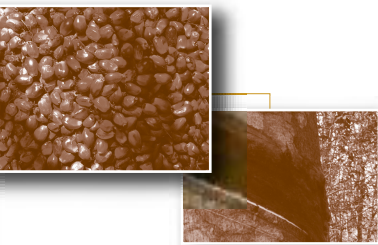
2010	EUR	XAF	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	2.862.608	9.660.524	0	12.523.132
Autres emprunts	1.302.348	4.573.470	4.490.345	10.366.163
TOTAL	4.164.956	14.233.994	4.490.345	22.889.295

2011	EUR	XAF	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	2.570.591	9.816.557	0	12.387.148
Autres emprunts	646.917	4.573.470	4.638.577	9.858.964
TOTAL	3.217.508	14.390.027	4.638.577	22.246.112

** Analyse de l'endettement à long terme par échéance*

2010	2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
EUR					et au-delà	
Dettes auprès d'établissements financiers	8.259.893	1.569.265	758.594	345.166	1.590.213	12.523.131
Autres emprunts	5.224.644	651.174	0	0	4.490.346	10.366.164
TOTAL	13.484.537	2.220.439	758.594	345.166	6.080.559	22.889.295

2011	2012	2013	2014	2015	2016	TOTAL
EUR					et au-delà	
Dettes auprès d'établissements financiers	4.027.352	1.342.781	2.377.820	2.397.608	2.241.587	12.387.148
Autres emprunts	5.220.387	0	0	0	4.638.577	9.858.964
TOTAL	9.247.739	1.342.781	2.377.820	2.397.608	6.880.164	22.246.112



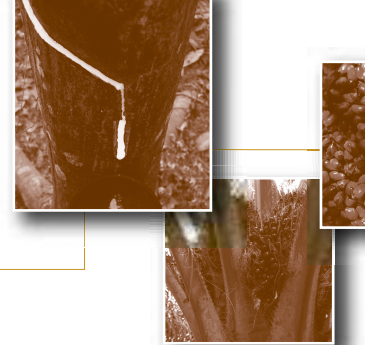
Note 23. Provisions

<i>EUR</i>	<i>Provisions pour impôts</i>	<i>Provisions pour autres charges</i>	<i>Provisions pour pensions</i>	<i>Provisions pour restructuration</i>	<i>Provisions pour impôts différés</i>	<i>TOTAL</i>
Valeur au 1^{er} janvier 2010	0	341.130	0	1.143.368	0	1.484.498
Dotations de l'année	0	56.701	0	0	0	56.701
Reprises de l'année	0	-80.455	0	-1.143.368	0	-1.223.823
Ecarts de conversion	0	32.538	0	0	0	32.538
Total net au 31 décembre 2010	0	349.914	0	0	0	349.914
Valeur au 1^{er} janvier 2011	0	349.914	0	0	0	349.914
Dotations de l'année	0	153.921	0	0	0	153.921
Reprises de l'année	0	-189.102	0	0	0	-189.102
Ecarts de conversion	0	-2.109	0	0	0	-2.109
Total net au 31 décembre 2011	0	312.624	0	0	0	312.624

Note 24. Autres dettes

	<i>2011 EUR</i>	<i>2010 EUR</i>
Dettes sociales	5.754.482	4.429.456
Autres dettes (*)	36.887.179	26.645.348
Comptes de régularisation	21.604.268	14.414.864
Total au 31 décembre	64.245.929	45.489.668
Dont dettes non-courantes	4.321.987	3.703.515
Dont dettes courantes	59.923.942	41.786.153

(*) Les coupons non distribués suite au spin-off de 2006 ont été évalués à la valeur de marché à la date d'attribution. Ils s'élèvent à 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2011 ainsi qu'au 31 décembre 2010. La contrepartie de ces coupons se trouve sous la rubrique « actifs destinés à être cédés ».



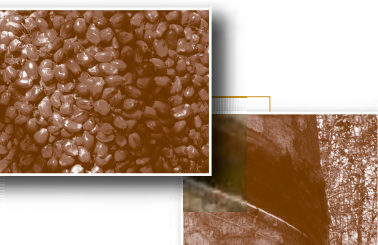
Note 25. Instruments financiers

2010	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	0	512.417	0	512.417	0	0
Avances à long terme	0	9.719.300	0	0	9.719.300	9.719.300	0
Autres actifs non-courants	0	0	0	4.953.106	4.953.106	0	4.953.106
Créances commerciales	0	0	0	43.200.069	43.200.069	0	43.200.069
Autres créances	0	0	0	12.000.923	12.000.923	0	12.000.923
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	166.848.372	166.848.372	0	166.848.372
Total actifs	0	9.719.300	512.417	227.002.470	237.234.187	9.719.300	227.002.470
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	0	22.889.295	0	0	22.889.295	22.889.295	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	3.703.515	3.703.515	0	3.703.515
Dettes financières à moins d'un an	3.375.432	10.179.375	0	0	13.554.807	10.179.375	0
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	30.493.956	30.493.956	0	30.493.956
Autres dettes (courants)	0	0	0	41.786.153	41.786.153	0	41.786.153
Total passifs	3.375.432	33.068.670	0	75.983.624	112.427.726	33.068.670	75.983.624

2010	Juste valeur			TOTAL
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Titres disponibles à la vente	-	-	512.417	512.417
Dettes financières à moins d'un an	3.375.432	-	-	3.375.432

(*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(**) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.



2011	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	0	812.950	0	812.950	0	0
Avances à long terme	0	7.624.441	0	0	7.624.441	7.624.441	0
Autres actifs non-courants	0	0	0	213.522	213.522	0	213.522
Créances commerciales	0	0	0	35.061.264	35.061.264	0	35.061.264
Autres créances	0	0	0	22.630.599	22.630.599	0	22.630.599
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	249.823.510	249.823.510	0	249.823.510
Total actifs	0	7.624.441	812.950	307.728.895	316.166.286	7.624.441	307.728.895
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	0	22.246.112	0	0	22.246.112	22.246.112	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	4.321.987	4.321.987	0	4.321.987
Dettes financières à moins d'un an	1.709.302	0	0	34.037.476	35.746.778	0	34.037.476
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	21.245.482	21.245.482	0	21.245.482
Autres dettes (courants)	0	0	0	59.923.942	59.923.942	0	59.923.942
Total passifs	1.709.302	22.246.112	0	119.528.887	143.484.301	22.246.112	119.528.887

2011	Juste valeur			TOTAL
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Titres disponibles à la vente	-	-	812.950	812.950
Dettes financières à moins d'un an	1.709.302	-	-	1.709.302

(*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(**) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.



Note 26. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

Frais de personnel

	2011 EUR	2010 EUR
Rémunérations	77.979.180	72.980.327
Charges sociales et charges liées aux retraites	7.194.000	7.549.128
Total au 31 décembre	85.173.180	80.529.455

Effectifs moyens de l'exercice

	2011	2010
Directeurs	279	288
Employés	5.072	4.881
Ouvriers (y compris saisonniers)	18.265	17.929
TOTAL	23.616	23.098

Note 27. Dotations aux amortissements

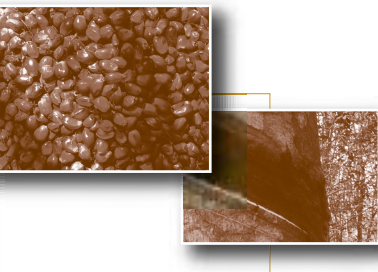
	2011 EUR	2010 EUR
Sur immobilisations incorporelles (note 5)	414.922	511.445
Sur immobilisations corporelles (note 6)	24.278.825	22.842.760
Sur immeubles de placement (note 7)	310.213	293.348
Total au 31 décembre	25.003.960	23.647.553

Note 28. Dépréciations d'actifs

Il n'y a pas eu de dépréciation sur la valeur des écarts d'acquisition.

Note 29. Produits provenant de titres disponibles à la vente

	2011 EUR	2010 EUR
PNS Inc.	0	1.190.994



Note 30. Autres produits financiers

	2011 EUR	2010 EUR
Sur actifs/passifs non-courants	202.539	1.177.971
Intérêts sur autres participations	180.620	34.603
Reprises sur provisions et amortissements financiers	21.919	1.143.368
Sur actifs/passifs courants	20.429.561	34.373.248
Intérêts provenant de créances et de la trésorerie	891.356	448.587
Ventes à terme de marchandises	0	3.063.770
Gains de change	18.076.561	23.304.069
Ecart de conversion	0	4.672.186
Autres	1.461.644	2.884.636
Total au 31 décembre	20.632.100	35.551.219

En 2010, les plus-values sur cessions d'actifs s'élevaient à 32,2 millions d'euros.

Note 31. Charges financières

	2011 EUR	2010 EUR
Sur actifs/passifs non-courants	1.223.879	1.960.701
Intérêts et charges financières	1.223.879	1.960.701
Sur actifs/passifs courants	27.100.111	39.203.182
Intérêts et charges financières	461.053	591.577
Pertes de change	17.225.754	18.269.215
Ecart de conversion	7.370.459	0
Ventes à terme de marchandises	0	18.234.705
Autres	2.042.845	2.107.685
Total au 31 décembre	28.323.990	41.163.883



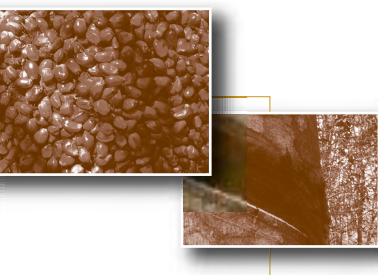
Note 32. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2011 EUR	2010 EUR
Charge d'impôts exigibles	60.695.896	37.690.390
Charge d'impôts différés	103.188.723	32.345.365
Charge d'impôts au 31 décembre	163.884.619	70.035.755

* Composants de la charge d'impôts différés

	2011 EUR	2010 EUR
IAS 41 : Variation sur actifs biologiques	100.553.600	30.695.815
IAS 19 : Engagements de retraites	216.954	-421.300
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	-1.638.243	142.862
IAS 2 / IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	3.770.378	2.350.033
IAS 39 : Contrats de change à terme	117.505	-76.659
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	0	-76.065
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-234.127	-98.905
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	392.350	216.003
IAS 21 : Ecart de conversion	-16.748	-236.456
Autres	27.054	-149.963
Charge d'impôts différés au 31 décembre	103.188.723	32.345.365



*** Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice**

	2011	2010
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	570.305.565	350.033.178
Taux d'imposition normal de la société mère (*)	28,80%	0%
Taux d'imposition normal des filiales	De 0% à 40%	De 0% à 40%
Impôt au taux normal d'imposition des filiales	149.065.717	77.073.722
Impôt non provisionné	805.414	-13.907
Revenus définitivement taxés	-355.619	1.750.535
Mesures favorables à l'investissement	-9.728.747	-4.794.079
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	748.108	497.807
Revenus non imposables	1.288.248	471.671
Dépenses non déductibles	4.809.995	4.261.690
Déficits reportés imputés	-353.323	-272.436
Déficits à reporter	325.634	563.790
Autres avantages fiscaux	-2.583.517	-2.316.059
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	11.641.308	737.392
Impact sur la devise fonctionnelle en Indonésie	4.061.911	-8.016.491
Ajustements divers	4.159.490	92.120
Charge d'impôts au 31 décembre	163.884.619	70.035.755

(*) Depuis le 1^{er} janvier 2011, Socfin est soumise au régime de taxation des soparfi.

*** Taux d'impôts effectif du Groupe**

	2011	2010
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	570.305.565	350.033.178
Charge d'impôts au 31 décembre	163.884.619	70.035.755
Taux d'impôts effectif	28,74%	20,01%
Taux d'impôts effectif hors devise fonctionnelle	28,02%	22,30%

*** Changement de taux des filiales**

- Socapalm

Socapalm a bénéficié d'une réduction de taux réservée aux entreprises cotées jusqu'à la fin de l'exercice 2010.

- Socapalm et SPFS

La loi des finances camerounaise de 2011 supprime les avantages fiscaux des sociétés qui bénéficiaient du régime des entreprises stratégiques. Le taux d'impôt des sociétés s'élève à 38,5% contre 19,25% antérieurement.

Note 33. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Résultat net (en euro)	187.354.714	125.440.818
Nombre moyen d'actions	14.240.000	14.240.000
Résultat net par action non dilué (en euro)	13,16	8,81
Résultat par action des activités destinées à être cédées (en euro)	0,00	0,00

Note 34. Révision du tableau de financement au 31 décembre 2010

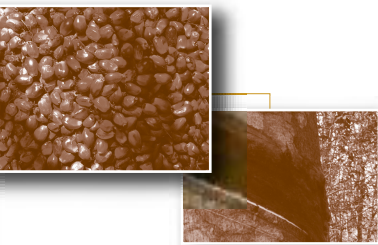
Suite aux reclassements effectués dans le tableau de financement au 31 décembre 2010, IAS1 §39 impose au Groupe de présenter trois états de la situation financière (bilan). Ceux-ci ne sont toutefois pas impactés par ces reclassements. C'est pourquoi le Conseil d'Administration estime que la publication de deux états identiques prêterait à confusion. Il décide donc de présenter dans cette note uniquement les modifications apportées au tableau de financement 2010.

	<i>Activités opérationnelles Intérêts payés - reçus</i>	<i>Activités de financement Intérêts payés - reçus</i>
Situation au 31 décembre 2010	5.612.664	-5.612.664
Reclassement (*)	-3.543.576	3.543.576
Situation au 31 décembre 2010 Révisé	2.069.088	-2.069.088

(*) IAS 7 §31 impose de présenter séparément les intérêts payés – reçus. Ils ont été reclassés des activités opérationnelles vers les activités de financement. Cependant le montant reclassé au 31 décembre 2010 englobait la totalité des autres produits financiers et des charges financières.

	<i>Activités opérationnelles Variation des dettes commerciales et autres créditeurs</i>	<i>Activités de financement Produits d'emprunts</i>	<i>Remboursements d'emprunts</i>
Situation au 31 décembre 2010	27.333.629	-1.692.102	-9.723.433
Reclassement (*)	-3.595.612	3.979.306	-383.694
Situation au 31 décembre 2010 Révisé	23.738.017	2.287.204	-10.107.127

(*) Reclassement d'un flux entre des dettes à court terme et des dettes à long terme suite à une erreur de saisie.



Note 35. Dividendes et tantièmes

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 mai 2012, le paiement d'un dividende total de 2,00 euros par action contre 1,20 euros lors de l'exercice précédent. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2011 d'un montant de 0,75 euros a été versé en octobre 2011. Un solde de dividende de 1,25 euros, soit un total de 17,8 millions d'euros, reste à payer contre 0,60 euros par action l'exercice précédent. Les tantièmes quant à eux devraient s'élever à 2,4 millions d'euros contre 1,9 millions d'euros il y a un an.

Note 36. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2011	2010
	EUR	EUR
Avantages à court terme	14.002.130	16.375.517
Avantages postérieurs à l'emploi	903.239	197.683
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Païement fondé sur les actions	0	0

* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

	2011	2010
	EUR	EUR
Actifs courants		
Créances commerciales	893.027	565.367
Autres créances	438.331	81.381
	1.331.358	646.748
Passifs non-courants		
Autres dettes	4.573.470	4.573.470
	4.573.470	4.573.470
Passifs courants		
Dettes commerciales	1.256.938	1.385.448
	1.256.938	1.385.448
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES		
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	1.516.545	1.775.567
Prestations de services et livraisons de biens reçues	17.963.522	2.899.648
Charges financières	182.939	182.939



Note 37. Engagements hors bilan

En 2007, une filiale de Socfinaf S.A. et de Socfinasia S.A., Immobilière de la Pépinière S.A., a obtenu un prêt hypothécaire auprès d'ING qui prend fin en 2019, pour l'acquisition du rez-de-chaussée et de parkings ainsi que pour la rénovation partielle de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles. Au 31 décembre 2011, le solde du prêt s'élève à 2,9 millions d'euros (2010: 3,1 millions d'euros).

En 2010, Socfinaf S.A. a conféré un call sur l'ensemble des actions SRC qu'elle détient à Agrifinal. Cette option est exerçable jusqu'en 2015.

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10.000.000 auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 des 136 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme.

En 2002, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A., a obtenu un prêt de 8 milliards de XAF (12,2 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, des actifs palmiers (usine et plantation) de la société. Au 31 décembre 2011, l'engagement est limité à hauteur du solde à rembourser soit 1,5 millions d'euros (2010: 3,1 millions d'euros).

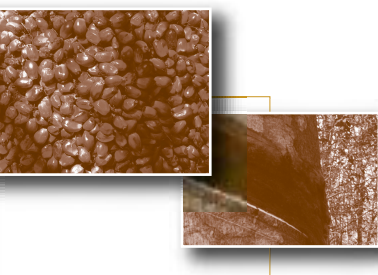
En 2008, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc, SCC, a obtenu un prêt auprès de la BICICI et de la SIB d'un montant total de XAF 1.400.000.000, dont les contrats stipulent que Befin se porte caution de SCC et s'engage à maintenir une participation dans le capital de SOGB égale à deux fois le solde restant dû du prêt accordé à SCC et ce, tant que le prêt ne sera pas remboursé.

En 2003, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company plc, a obtenu des prêts auprès de la Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft mbH (DEG), dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. ne peut pas céder les titres Okomu Oil Palm Company plc qu'elle détient. Au 31 décembre 2011, l'engagement est limité à la hauteur des prêts accordés, soit 1,2 millions d'euros (2010 : 2 millions d'euros).

Palmcam S.A. a elle-même nanti 846.145 actions détenues dans Socapalm S.A. en faveur de Proparco dont 601.185 actions en premier rang et 244.960 en deuxième rang. Au 31 décembre 2011, la valeur comptable de ces titres s'élève à 31 millions d'euros (2010: 29,6 millions d'euros).

Socapalm S.A. a conclu un acte de délégation d'assurance au profit de la BICEC dans le cadre d'une convention de crédit d'un montant de 4 milliards de XAF (6 millions d'euros). Au 31 décembre 2011, le prêt s'élève à 3,7 millions d'euros (2010: 4,9 millions d'euros).

En 2007, Socfinaf S.A. a signé un contrat de cession de la totalité de ses actions Red Lands Roses avec Altlands (soit 80% du capital de Red Lands Roses). Le contrat stipule que la vente se déroulera en trois étapes. La première étape consistait en la vente de 70% du capital de Red Lands Roses. Celle-ci a été réalisée en 2008. La deuxième étape prévoit la vente de 5% du capital en octobre 2012. Enfin, le solde de la participation, soit 5%, sera cédé en octobre 2013.



Note 38. Actifs et passifs éventuels

Dans le cadre de la cession de la filiale bancaire suisse, il y a quelques années, le Groupe Socfin a été amené à consentir à l'acquéreur une garantie pour passifs éventuels.

L'acquéreur fait actuellement l'objet de deux procès, dont l'un a été gagné en première instance. Le Groupe a été amené à accepter une transaction mettant un terme au second.

Note 39. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de longue, voire de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

<i>Société</i>	<i>Date du bail initial ou de son renouvellement /extension</i>	<i>Durée du bail initial</i>	<i>Superficie concedée</i>
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2011	50 ans	6.579 ha
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	77 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1960	70 ans	8.000 ha
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.424 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/1993/1999	99 ans	21.696 ha (1)
SOCAPALM S.A.	2005	55 ans	58.063 ha (2)
BRABANTA S.P.R.L.	1992/2005/2007/2011	25 ans	28.261 ha
SETHIKULA CO LTD	2010	70 ans	4.273 ha
VARANASI CO LTD	2009	70 ans	2.386 ha (3)
PT SOCFINDO	1985/1998	25 à 30 ans	49.585 ha

(1) SOCAPALM S.A. possède également en propre 3.500 ha.

(2) BRABANTA S.P.R.L. possède également en propre 6,3 ha. La surface a été rectifiée suite aux résultats d'une nouvelle opération de bornage.

(3) PT Socfindo possède en propre environ 2.000 ha.

Note 40. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Liberia, Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun, Indonésie.

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun et Indonésie proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Liberia uniquement des ventes de caoutchouc et ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors Groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

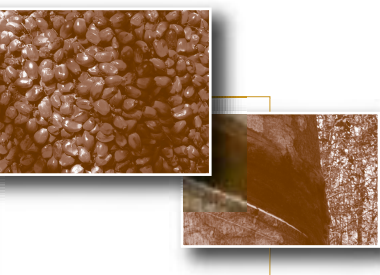


*** Résultat sectoriel au 31 décembre 2010**

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires inter-secteurs	Résultat sectoriel
Europe	46.675.830	5.243.524	15.082.496
Liberia	41.573.689	0	8.843.696
Côte d'Ivoire	138.192.316	92.259	36.604.635
Nigeria	32.459.821	0	10.396.142
Cameroun	58.195.749	0	11.428.402
Indonésie	191.707.683	1.008.354	13.428.882
Autres	0	0	-1.515.467
TOTAL	508.805.088	6.344.137	194.268.785
Elimination des produits des activités ordinaires inter-secteurs			-6.344.137
Variation sur actifs biologiques			148.852.621
Juste valeur de la production agricole			9.116.273
Autres retraitements IFRS			-13.052.856
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)			-9.357.252
Produits financiers			68.988.685
Charges financières			-42.438.941
Impôts			-70.035.755
Résultat net de l'exercice			279.997.423

*** Résultat sectoriel au 31 décembre 2011**

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires inter-secteurs	Résultat sectoriel
Europe	51.634.398	60.325.918	18.783.793
Liberia	82.960.727	1	26.283.490
Côte d'Ivoire	181.182.838	41.563	64.187.852
Nigeria	51.931.057	0	21.675.203
Cameroun	65.281.317	0	17.429.609
Indonésie	226.221.906	463.275	140.963.839
Autres	127.790	0	-3.450.271
TOTAL	659.340.033	60.830.756	285.873.515
Elimination des produits des activités ordinaires inter-secteurs			-60.830.756
Variation sur actifs biologiques			322.830.916
Juste valeur de la production agricole			14.664.672
Autres retraitements IFRS			-26.217.815
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)			42.538.527
Produits financiers			20.755.722
Charges financières			-29.309.216
Impôts			-163.884.619
Résultat net de l'exercice			406.420.946



* Total des actifs sectoriels

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales, les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS dont notamment la réévaluation des actifs biologiques selon IAS 41.

	2011	2010
	EUR	EUR
Europe	223.468.863	219.576.148
Liberia	61.058.307	45.864.954
Côte d'Ivoire	135.452.705	111.123.368
Nigeria	55.961.274	39.348.003
Cameroun	115.288.603	88.338.129
Indonésie	148.083.950	125.851.370
Autres	62.064.437	32.576.939
Total au 31 décembre	801.378.139	662.678.911
IAS 41 : Actifs biologiques	1.133.179.967	769.645.894
IAS 2 / IAS 41 : Production agricole	44.353.623	28.680.738
Autres retraitements IFRS	1.132.659	5.348.891
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)	-34.377.251	-49.818.583
Total des actifs sectoriels consolidés	1.945.667.138	1.416.535.852

* Total des passifs sectoriels

	2011	2010
	EUR	EUR
Europe	90.803.508	92.292.425
Liberia	6.711.295	8.391.248
Côte d'Ivoire	11.601.256	10.081.942
Nigeria	-1.838.483	33.528
Cameroun	16.504.937	14.847.477
Indonésie	34.073.647	23.872.066
Autres	3.975.384	4.165.270
Total au 31 décembre	161.831.544	153.683.957
Autres retraitements IFRS	933.208	1.001.085
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)	-81.595.328	-82.404.933
Total des passifs sectoriels consolidés	81.169.424	72.280.109



*** Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2010**

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Actifs biologiques	TOTAL
Europe	107.432	383.808	205.465	0	696.705
Liberia	0	2.826.432	0	2.458.834	5.285.266
Côte d'Ivoire	17.519	5.360.055	0	2.906.487	8.284.061
Nigeria	0	1.927.199	0	1.660.734	3.587.933
Cameroun	10.305	14.494.619	0	7.884.448	22.389.372
Indonésie	1.744	7.123.395	0	5.288.540	12.413.679
Autres	134	3.441.694	0	8.884.849	12.326.677
TOTAL	137.134	35.557.202	205.465	29.083.892	64.983.693

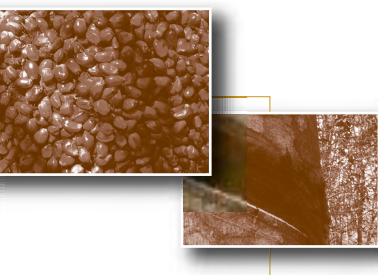
*** Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2011**

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Actifs biologiques	TOTAL
Europe	350.585	831.775	513.253	0	1.695.613
Liberia	0	2.975.942	0	3.457.721	6.433.663
Côte d'Ivoire	21.541	6.422.215	0	4.526.811	10.970.567
Nigeria	0	4.447.641	0	1.486.579	5.934.220
Cameroun	23.475	24.619.463	0	5.864.663	30.507.601
Indonésie	0	8.229.538	0	7.069.440	15.298.978
Autres	205	10.970.761	0	11.699.402	22.670.368
TOTAL	395.806	58.497.335	513.253	34.104.616	93.511.010

*** Information par secteur d'activité**

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2011 EUR	2010 EUR
Palmier	282.622.748	237.910.199
Hévéa	292.331.440	216.250.417
Autres produits agricoles	26.939.435	20.120.741
Activités commerciales	39.275.192	24.995.532
Autres	18.171.218	9.528.199
TOTAL	659.340.033	508.805.088



*** Information par zones géographiques**

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR

<i>Implantation</i>	<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>Amérique</i>	2010 TOTAL
<i>Origine</i>					
Europe	65.053.722	11.493.167	2.762.083	6.905.817	86.214.789
Afrique	94.564.068	110.855.043	15.412.462	20.782.581	241.614.154
Asie	34.188.506	10.875.502	129.972.640	5.939.497	180.976.145
TOTAL	193.806.296	133.223.712	148.147.185	33.627.895	508.805.088

EUR

<i>Implantation</i>	<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>Amérique</i>	2011 TOTAL
<i>Origine</i>					
Europe	20.645.681	13.221.277	0	0	33.866.958
Afrique	69.117.328	127.509.828	178.821.946	33.692.122	409.141.224
Asie	18.800.127	0	190.591.184	6.940.540	216.331.851
TOTAL	108.563.136	140.731.105	369.413.130	40.632.662	659.340.033

Note 41. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. Toutefois, la structure du capital n'a pas été modifiée au cours des trois dernières années.

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de ventes des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

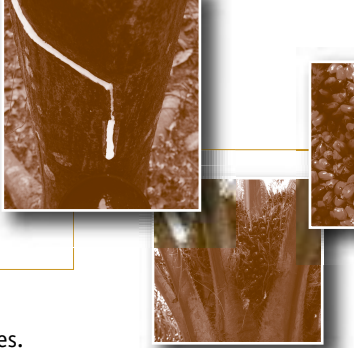
Risque de marché

*** Risque de prix des matières premières**

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de ventes de ces matières premières, et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés (commerce équitable), notamment pour le caoutchouc ;

- 
- vente à terme de production agricole ;
 - utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

*** Risque de devises étrangères**

Le risque de conversion provient de la consolidation des comptes des sociétés du Groupe en euro.

Le risque de change, lui, est la conséquence d'opérations en devises parfois entreprises par les filiales pour l'exportation de produits finis et le financement par emprunt, ainsi que l'évolution de certaines devises de pays en développement, où sont situées les principales filiales, par rapport à l'euro ou au dollar américain, qui est souvent la devise de référence sur le marché des matières premières agricoles.

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

*** Risque de taux d'intérêts**

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant (cash against documents) soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement. Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chacune, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la direction du Groupe.

Sensibilité aux risques

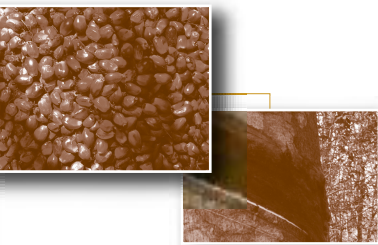
*** Risque de change**

Les ventes locales de 279,5 millions d'euros sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar. Dans le cas où le dollar n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 4,1 millions d'euros.

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 60,2 millions de dollars au 31 décembre 2011. Celle-ci est destinée notamment à couvrir les investissements en dollar de l'exercice à venir.

PT Socfindo rapporte une position de 25,1 millions de dollars, toutefois, en regard des normes IFRS, le dollar est considéré comme la devise fonctionnelle de PT Socfindo (voir note 1.8.).



*** Risque de taux d'intérêts**

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 22. Au 31 décembre 2011, il n'y a plus d'emprunts à taux variables.

*** Risque de crédit**

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élevaient respectivement à 15,3 millions d'euros et 19,8 millions d'euros. Les créances envers les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. Il n'y a pas de risque de concentration des créances commerciales. L'huile de palme brute est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation de l'huile de palme raffinée et du caoutchouc est confiée à Sogescol FR. Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

	2011	2010
	EUR	EUR
Créances commerciales	38.615.771	46.690.644
Réduction de valeur	-3.554.507	-3.490.575
Autres créances	22.630.599	12.000.923
Total net des créances	57.691.863	55.200.992
Montant non échu	43.505.822	43.486.677
Montant échu depuis moins de 6 mois	12.589.369	3.951.546
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	1.350.380	5.873.566
Montant échu depuis plus d'un an	246.292	1.889.203
Total net des créances	57.691.863	55.200.992

*** Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est décrit aux notes 17 et 22.

Note 42. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Note 43. Evénements postérieurs à la date de clôture

Les investissements du Groupe tant en Asie du Sud-Est qu'en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Note 44. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé

	2011	2010
	EUR	EUR
Audit (Hors TVA)	44.462	31.590



Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 30 mai 2012

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société au 31 décembre 2011.

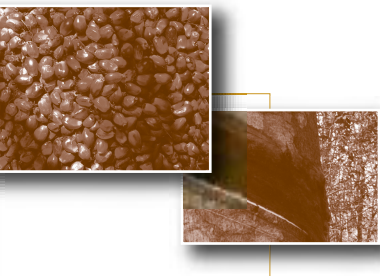
Activités

Socfin possède pour l'essentiel des participations financières dans des sociétés de portefeuille, qui indirectement opèrent en Asie du Sud-Est et/ou en Afrique tropicale dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières provenant d'entreprises liées	25,4	47,8
Produits des éléments financiers de l'actif circulant autres produits	0,2	0,1
Total des produits	25,6	47,9
CHARGES		
Autres charges externes	1,0	0,9
Intérêts et autres charges financières autres intérêts et charges	0,1	0,1
Total des charges	1,1	1,0
BENEFICE DE L'EXERCICE	24,5	46,9



Au 31 décembre 2011, le bénéfice net s'établit à 24,5 millions d'euros contre 46,9 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent. La baisse du résultat est principalement due à la diminution des dividendes reçus.

Les produits se sont élevés à 25,6 millions d'euros (47,9 millions d'euros au 31 décembre 2010).

L'ensemble des charges s'inscrit à 1,1 millions d'euros contre 1 million d'euros au 31 décembre 2010.

Bilan

Au 31 décembre 2011, le total du bilan de Socfin s'élève à 165,2 millions d'euros contre 165,3 millions d'euros au 31 décembre 2010.

L'actif de Socfin se compose principalement de 141,2 millions d'euros d'immobilisations financières et de 24 millions d'euros de disponibilités.

Avant affectation du dividende final de l'exercice, les fonds propres s'élèvent à 164,4 millions d'euros.

Portefeuille

Mouvements

Au cours de l'exercice, Socfin a souscrit à l'augmentation de capital de Brabanta (RDC).

Evaluation

Au 31 décembre 2011, les plus-values latentes sur le portefeuille des participations sont estimées à 313,3 millions d'euros contre 416,7 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Participations

Les principales participations ont évolué comme suit durant les derniers mois :

Socfinasia S.A. (Luxembourg) – 54,74%

Cette société détient des participations dans des sociétés actives en Asie du Sud-Est dans le secteur du caoutchouc et de l'huile de palme.

Au 31 décembre 2011, le bénéfice net s'établit à 68,2 millions d'euros contre 68,3 millions d'euros au 31 décembre 2010.

La valeur d'inventaire des participations de Socfinasia S.A. s'élève à 281,6 millions d'euros au 31 décembre 2011 et l'évaluation du portefeuille fait apparaître des plus-values latentes pour 25,8 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale le paiement d'un dividende final de EUR 1,50 par action, un acompte de EUR 1 ayant déjà été versé en octobre 2011.



Chiffres de Socfinasia S.A.
(en millions d'euros)

Actif

Actif immobilisé
Actif circulant

Passif

Capitaux propres
Dettes

	2011	2010
Actif	357,1	327,7
Actif immobilisé	281,6	275,5
Actif circulant	75,5	52,2
Passif	357,1	327,7
Capitaux propres	349,4	314,6
Dettes	7,7	13,1

Socfinaf S.A. (Luxembourg) – 60,77% (anciennement Intercultures)

Cette société possède des participations dans des sociétés actives en Afrique tropicale dans le secteur du caoutchouc et de l'huile de palme.

Au 31 décembre 2011, le bénéfice net s'établit à 16,8 millions d'euros contre 39,9 millions d'euros au 31 décembre 2010. Pour rappel, l'exercice 2010 avait été largement influencé par la plus-value de 27 millions d'euros réalisée sur la vente de Socfinaf Cy Ltd (Kenya).

La valeur d'inventaire des immobilisations financières s'élève à 142,1 millions d'euros au 31 décembre 2011 et l'évaluation du portefeuille dégage des plus-values latentes pour 112,1 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale le paiement d'un dividende final de EUR 0,20 par action, un acompte de EUR 0,30 ayant déjà été versé en octobre 2011.

Chiffres de Socfinaf S.A.
(en millions d'euros)

Actif

Actif immobilisé
Actif circulant

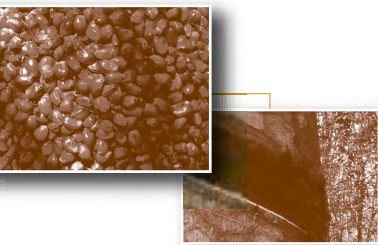
Passif

Capitaux propres
Dettes

	2011	2010
Actif	157,0	136,2
Actif immobilisé	150,4	109,0
Actif circulant	6,6	27,2
Passif	157,0	136,2
Capitaux propres	135,6	135,2
Dettes	21,4	1,0

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de Socfin de EUR 24.477.844,52, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 66.249.584,25 forment un solde bénéficiaire de EUR 90.727.428,77 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :



Répartition bénéficiaire

EUR

Report à nouveau	59.082.984,33
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	3.164.444,44
90% aux 14.240.000 actions	<u>28.480.000,00</u>
soit EUR 2 par action	
dont EUR 0,75 déjà versé en octobre 2011	90.727.428,77

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 24 par action soit EUR 1,20 après division du titre par 20.

Réserves

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 119.170.791,73 et se présentera comme suit :

EUR

Réserve légale	2.492.000,00
Autres réserves	57.595.807,40
Report à nouveau	<u>59.082.984,33</u>
	119.170.791,73

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 62 de EUR 1,25 sera payable à partir du 13 juin 2012 aux guichets des banques suivantes :

au Grand-Duché de Luxembourg : chez ING Luxembourg S.A.
52, route d'Esch
2965 Luxembourg

en Belgique : chez ING Belgique S.A.
24, avenue Marnix
1000 Bruxelles

Actions propres

La Société n'a pas procédé au cours de l'exercice 2011 à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2011, Socfin n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

Au cours de l'exercice 2011, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers.



Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

Au 31 décembre 2011, la valeur estimée de Socfin avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement du dividende intérimaire, s'élève à 477,7 millions d'euros (soit EUR 33,54 par action). Cette évaluation intègre des plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élevait à EUR 27,50 au terme de l'exercice 2011 contre EUR 30,75 un an plus tôt.

Événements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Les investissements du Groupe tant en Asie du Sud-Est qu'en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Perspectives

Le résultat de l'exercice 2012 dépendra dans une large mesure de la distribution des dividendes des filiales.

Dividendes prescrits

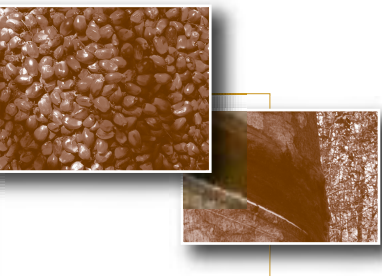
En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors au 30 juin 2011, la Société a éliminé la provision relative au coupon n° 48 et au 31 décembre celle relative au coupon 49.

Nominations statutaires

Le mandat de Monsieur Philippe de Traux de Wardin, Administrateur sortant, vient à échéance cette année. Celui-ci est rééligible et se représente à vos suffrages.

Suite au décès de Monsieur Robert de Theux, il sera proposé de ne pas pourvoir à son remplacement.

Le Conseil d'Administration





Rapport d'audit social

Aux Actionnaires de
Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin
(anciennement Société Financière Luxembourgeoise,
en abrégé Socfinal)
Société Anonyme
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2008, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN (anciennement SOCIETE FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE, en abrégé SOCFINAL), comprenant le bilan au 31 décembre 2011 ainsi que le compte de pertes et profits pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 94 à 102.

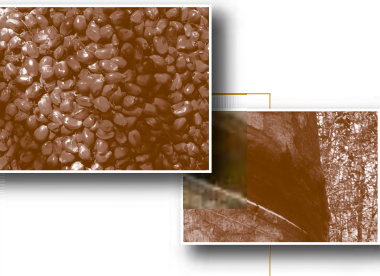
Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité.



Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN (anciennement SOCIETE FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE, en abrégé SOCFINAL) au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 8 de l'annexe relative à la situation politique et économique des pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est dans lesquels la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN (anciennement SOCIETE FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE, en abrégé SOCFINAL) détient des investissements à travers ses filiales SOCFINASIA S.A. et SOCFINAF S.A. (anciennement Compagnie Internationale de Cultures, en abrégé Intercultures). Ces investissements s'élèvent à EUR 37.362.244,48 et à EUR 103.247.589,56.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion présenté dans ce rapport annuel aux pages 86 à 90, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Bertrange, le 21 mars 2012

CLERC
Cabinet de révision agréé

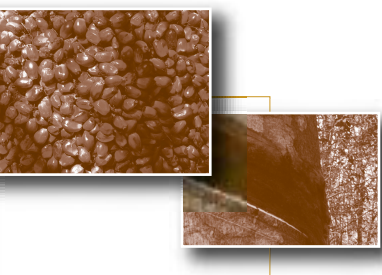
Jean-Jacques Soisson

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2011

<i>ACTIF</i>	<i>Note</i>	<i>2011 EUR</i>	<i>2010 EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
<i>Immobilisations financières</i>			
	3		
Parts dans des entreprises liées		141.155.244,66	141.114.920,12
Créances sur des entreprises liées		32.500,02	32.500,02
		141.187.744,68	141.147.420,14
ACTIF CIRCULANT			
<i>Créances</i>			
Créances sur des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		274,99	340,49
Autres créances			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		1.575,00	0,00
		1.849,99	340,49
<i>Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse</i>		24.009.061,57	24.144.374,18
COMPTES DE REGULARISATION			
		2.500,00	2.500,00
		24.013.411,56	24.147.214,67
		165.201.156,24	165.294.634,81

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels



PASSIF

CAPITAUX PROPRES

Capital souscrit
Prime d'émission (et primes assimilées)

Réserves

Réserve légale
Autres réserves

Résultats reportés
Résultat de l'exercice
Acomptes sur dividendes

DETTES NON SUBORDONNEES

Dettes envers des entreprises liées
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an

Autres dettes
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an

Note

2011
EUR

2010
EUR

4

24.920.000,00
501.846,51

24.920.000,00
501.846,51

2.492.000,00
57.595.807,40

2.492.000,00
57.595.807,40

60.087.807,40

60.087.807,40

66.249.584,25
24.477.844,52
-11.866.666,67

38.330.551,86
46.905.699,05
-9.493.333,33

164.370.416,01

161.252.571,49

830.740,23

4.042.063,32

165.201.156,24

165.294.634,81

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.



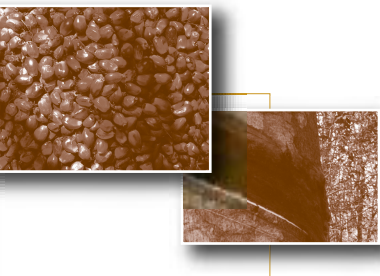
2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2011

<i>CHARGES</i>	<i>Note</i>	<i>2011 EUR</i>	<i>2010 EUR</i>
Autres charges externes	5	996.610,16	894.516,02
Intérêts et autres charges financières autres intérêts et charges		163.053,37	64.183,40
Profit de l'exercice		<u>24.477.844,52</u>	<u>46.905.699,05</u>
		25.637.508,05	47.864.398,47
 <i>PRODUITS</i>			
Produits des immobilisations financières provenant d'entreprises liées	6	25.420.502,18	47.789.199,33
Produits des éléments financiers de l'actif circulant autres produits		<u>217.005,87</u>	<u>75.199,14</u>
		25.637.508,05	47.864.398,47

Proposition de répartition bénéficiaire

	<i>2011 EUR</i>	<i>2010 EUR</i>
Report à nouveau	59.082.984,33	66.249.584,25
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	3.164.444,44	1.898.666,66
90% aux 14.240.000 actions (712.000 en 2010)	<u>28.480.000,00</u>	<u>17.088.000,00</u>
	90.727.428,77	85.236.250,91
Dividende par action	EUR 2,00	EUR 1,20
Après division du titre par 20		

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.



3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2011

Note 1. Généralités

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011, la Société Financière Luxembourgeoise, en abrégé « SOCFINAL » a changé sa dénomination en Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN, ci-après « la Société ». Celle-ci a été constituée le 5 décembre 1959 sous forme d'une société anonyme. Lors de cette même Assemblée du 10 janvier 2011, « la Société » a changé son objet social en « soparfi » par abandon du statut fiscal de holding 1929.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 5.937.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

La Société prépare des comptes consolidés qui sont disponibles au siège social de la Société (4, avenue Guillaume à L-1650 Luxembourg) ou sur le site internet : www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières, exprimé dans une autre devise que la devise du bilan, reste converti au cours de change historique ;
- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;
- tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;
- tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.



Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés en résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les gains de change non réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

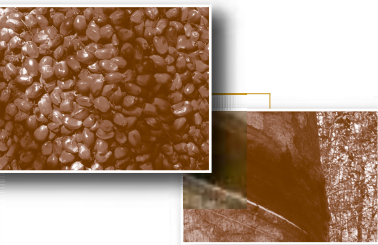
- soit sur la valeur boursière ou sur les états financiers des sociétés à évaluer,
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.



Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2011 EUR	2010 EUR	2011 EUR	2010 EUR	2011 EUR	2010 EUR
Prix d'acquisition/Valeur nominale au début de l'exercice	141.114.920,12	128.003.707,60	216.009,45	216.009,45	141.330.929,57	128.219.717,05
Augmentations	40.324,54	13.309.527,34	0,00	0,00	40.324,54	13.309.527,34
Diminutions	0,00	-198.314,82	0,00	0,00	0,00	-198.314,82
Prix d'acquisition/Valeur nominale à la fin de l'exercice	141.155.244,66	141.114.920,12	216.009,45	216.009,45	141.371.254,11	141.330.929,57
Corrections de valeur au début de l'exercice	0,00	0,00	-183.509,43	-183.509,43	-183.509,43	-183.509,43
Dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Reprises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	0,00	0,00	-183.509,43	-183.509,43	-183.509,43	-183.509,43
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	141.155.244,66	141.114.920,12	32.500,02	32.500,02	141.187.744,68	141.147.420,14

L'augmentation de l'exercice est expliquée par la souscription à l'augmentation de capital de la société Brabanta pour un montant de EUR 40.324,54.

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net de l'exercice)	Résultat net en devises
SOCFINAF S.A.	Luxembourg	60,77	103.247.589,56	31.12.2011	EUR	135.646.980	16.839.097
SOCFINASTIA S.A.	Luxembourg	54,74	37.362.244,84	31.12.2011	EUR	349.430.609	68.223.502
Induservices S.A. (*)	Luxembourg	35,00	35.000,00	31.12.2011	EUR	192.021	11.571
Management Associates S.A. (*)	Luxembourg	20,00	400.000,00	31.12.2011	EUR	2.664.656	92.056
			141.044.834,40				

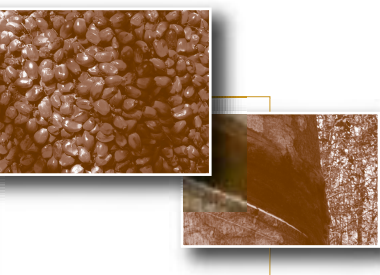
(*) Sur base de données financières non auditées.

Note 4. Capitaux propres

	<i>Capital souscrit EUR</i>	<i>Prime d'émission EUR</i>	<i>Réserve légale EUR</i>	<i>Autres réserves EUR</i>	<i>Résultats reportés EUR</i>	<i>Résultat de l'exercice EUR</i>	<i>Acomptes sur dividendes EUR</i>
Situation au 1^{er} janvier 2010	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.595.807,40	26.768.793,35	25.801.758,51	-3.955.555,56
Affectation du résultat de l'exercice 2009 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 26 mai 2010 :							
Résultats reportés	0,00	0,00	0,00	0,00	11.561.758,51	-11.561.758,51	0,00
Dividendes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-9.256.000,00	0,00
Tantièmes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1.028.444,44	0,00
Acomptes sur dividendes 2009	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-3.955.555,56	3.955.555,56
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 12 octobre 2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-9.493.333,33
Résultat de l'exercice 2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46.905.699,05	0,00
Situation au 31 décembre 2010	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.595.807,40	38.330.551,86	46.905.699,05	-9.493.333,33
Affectation du résultat de l'exercice 2010 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 1 ^{er} juin 2011 :							
Résultats reportés	0,00	0,00	0,00	0,00	27.919.032,39	-27.919.032,39	0,00
Dividendes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-8.544.000,00	0,00
Tantièmes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-949.333,33	0,00
Acomptes sur dividendes 2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-9.493.333,33	9.493.333,33
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 20 octobre 2011	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-11.866.666,67
Résultat de l'exercice 2011	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24.477.844,52	0,00
Situation au 31 décembre 2011	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.595.807,40	66.249.584,25	24.477.844,52	-11.866.666,67

Capital souscrit

Au 31 décembre 2011, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 24.920.000,00 représenté par 14.240.000 actions sans désignation de valeur nominale.



Réserve légale

Le bénéfice annuel doit faire l'objet d'un prélèvement de 5% à affecter à une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve atteint 10% du capital. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Note 5. Autres charges externes

	<i>2011</i> <i>EUR</i>	<i>2010</i> <i>EUR</i>
Frais généraux	996.610,16	787.136,02
Taxe d'abonnement	0,00	107.380,00
	996.610,16	894.516,02

Note 6. Produits des immobilisations financières

	<i>2011</i> <i>EUR</i>	<i>2010</i> <i>EUR</i>
Dividendes reçus	25.420.502,18	46.365.585,00
Plus-value sur la réalisation d'actifs immobilisés	0,00	1.422.885,18
Produit réalisé dans le cadre de la liquidation de titres	0,00	729,15
	25.420.502,18	47.789.199,33

Note 7. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2011, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 11.250,00 de jetons de présence et EUR 2.136.000,00 de tantièmes.

Note 8. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des sociétés qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans ces pays d'Afrique (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun et RDC) et d'Asie du Sud-Est (Cambodge et Indonésie), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.



Note 9. Engagements hors bilan

Dans le cadre de la cession il y a plusieurs années de la filiale bancaire suisse, Banque d'Investissements Privés (B.I.P.), le Groupe SOCFIN a été amené à consentir à l'acquéreur une garantie pour passifs éventuels.

L'acquéreur faisant actuellement l'objet de deux procès, dont l'un a été gagné en première instance, le Groupe a été amené à accepter une transaction mettant un terme au second.

Note 10. Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

